



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2016

1.	Compte de résultat consolidé	50
2.	Bilan consolidé	52
3.	Tableau des flux de trésorerie consolidés	53
4.	Tableau des variations de capitaux propres consolidés	54
5.	Notes annexes aux états financiers consolidés	55
6.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	100

1. Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	12 mois	
		2016	2015
CHIFFRE D'AFFAIRES	2	4 418 361	4 441 853
Consommations externes	3	- 2 763 912	- 2 858 157
Frais de personnel	4	- 839 169	- 820 190
Dotations et reprises d'exploitation	5	- 125 267	- 119 372
Autres produits et charges d'exploitation	6	- 502 910	- 492 269
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		187 103	151 865
Autres charges opérationnelles	7	- 18 626	- 40 904
Autres produits opérationnels	7	12 516	7 681
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		180 993	118 642
Charges financières	8	- 38 278	- 35 704
Produits financiers	8	10 210	9 349
Quote-part de résultat net des entreprises associées	9	6 715	8 936
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS		159 640	101 223
Impôts sur les résultats	10	- 47 693	- 39 203
Résultat net des activités poursuivies		111 947	62 020
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession			41
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		111 947	62 061
Part revenant aux actionnaires de la société-mère		104 494	57 020
Participations ne conférant pas le contrôle	23	7 453	5 041
RÉSULTAT PAR ACTION (en euros)			
Part du Groupe			
• de base	11	7,48	4,07
• dilué	11	7,30	3,97
Des activités poursuivies			
• de base		7,48	4,06
• dilué		7,30	3,96

ÉTAT RÉSUMÉ DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	Notes	12 mois	
		2016	2015
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		111 947	62 061
Autres éléments du résultat global :			
Écarts de conversion ⁽¹⁾		22 078	8 007
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente		- 946	5 256
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie ⁽²⁾		- 2 837	2 511
Autres mouvements		- 468	
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments recyclables		- 97	258
Total des éléments recyclables en résultat net		17 730	16 032
Gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite		- 7 678	8 100
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments non recyclables		23	234
Total des éléments non recyclables en résultat net		- 7 655	8 334
Total des autres éléments du résultat global nets d'impôts	21	10 075	24 366
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL NET D'IMPÔTS		122 022	86 427
Part du Groupe		115 092	77 201
Participations ne conférant pas le contrôle	23	6 930	9 226

(1) Essentiellement sur les devises suivantes : USD, EGP, BRL, CNY, ARS.

(2) Concerne pour l'essentiel les couvertures de taux d'intérêts et de matières premières.

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

2. Bilan consolidé

ACTIF

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Immobilisations incorporelles	12	434 163	433 707
Immobilisations corporelles	13	928 558	882 520
Autres actifs financiers	14	30 823	31 022
Participations dans les entreprises associées	9	118 417	126 344
Instruments financiers dérivés non courants	18	18 253	17 126
Actifs d'impôts différés	15	33 368	26 076
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		1 563 582	1 516 795
Stocks et en-cours	16	462 461	429 071
Clients et autres créances	17	797 047	790 321
Créances d'impôts		36 469	24 619
Instruments financiers dérivés courants	18	6 948	3 657
Autres actifs financiers	19	12 466	18 394
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20	430 824	371 088
TOTAL ACTIFS COURANTS		1 746 215	1 637 150
Actifs des activités abandonnées ou en cours de cession		938	948
ACTIFS		3 310 735	3 154 893

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Capital apporté	22	86 956	94 165
Autres réserves	22	- 12 835	- 23 901
Résultats non distribués		1 186 253	1 100 881
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		1 260 374	1 171 145
Participations ne conférant pas le contrôle	23	101 312	99 731
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE	22	1 361 686	1 270 876
Provisions	24	110 609	106 540
Emprunts et dettes financières non courants	25	196 573	193 439
Autres passifs non courants	26	36 204	28 401
Instruments financiers dérivés passif non courants	28	6 559	6 847
Passifs d'impôts différés	15	52 579	56 698
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		402 524	391 925
Fournisseurs et autres créditeurs	27	932 687	892 460
Impôts sur les résultats à payer		14 652	12 130
Instruments financiers dérivés courants	28	3 793	1 193
Emprunts et concours bancaires	25	595 347	585 846
TOTAL PASSIFS COURANTS		1 546 479	1 491 629
Passifs des activités abandonnées ou en cours de cession		46	463
PASSIFS		1 949 049	1 884 017
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		3 310 735	3 154 893

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

3. Tableau des flux de trésorerie consolidés

En milliers d'euros	Notes	12 mois	
		2016	2015
Résultat net des activités abandonnées ou en cours de cession		-	41
Résultat net des activités poursuivies		111 947	62 020
Impôts sur les bénéfices	10	47 693	39 203
Amortissements et provisions	5	125 267	119 372
Plus ou moins-values de cession		1 959	15 532
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées	9	- 6 715	- 8 936
Charges financières nettes		11 517	20 166
Autres charges et produits sans incidence sur la trésorerie		10 842	5 150
Marge brute opérationnelle		302 510	252 507
Intérêts financiers payés		- 20 018	- 28 304
Intérêts financiers reçus		8 869	8 072
Impôts sur les résultats payés		- 64 480	- 39 596
Variation du BFR	29	- 10 788	42 078
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies		216 093	234 757
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées ou en cours de cession			- 19
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'EXPLOITATION		216 093	234 738
Acquisitions de filiales, d'unités opérationnelles et de participations ne conférant pas le contrôle			- 55 890
Cessions d'activités nettes de la trésorerie cédée		13 564	44 364
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2	- 180 323	- 157 671
Produits résultant de cessions		13 576	2 775
Acquisition/cession d'actifs financiers et variations des autres actifs financiers courants		3 391	6 057
Dividendes reçus (incluant les dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)		1 272	13 777
Flux nets provenant des investissements des activités poursuivies		- 148 517	- 146 588
Flux nets provenant des investissements des activités abandonnées ou en cours de cession		- 3	
FLUX NETS DE TRÉSORERIE UTILISÉS POUR LES INVESTISSEMENTS		- 148 520	- 146 588
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Rachat net d'actions propres	22	- 7 211	- 775
Augmentation de capital reçue des minoritaires			1 678
Mouvements de capital concernant les sociétés de mises en équivalence			380
Émission d'emprunts	25	130 824	8 307
Remboursement d'emprunts	25	- 39 829	- 179 554
Dividendes versés		- 16 539	- 16 538
Flux nets provenant du financement des activités poursuivies		67 245	- 186 502
Flux nets provenant du financement des activités abandonnées ou en cours de cession			
FLUX NETS DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS DANS LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		67 245	- 186 502
Incidences des variations de change		8 535	17 393
Augmentation/diminution de la trésorerie		143 353	- 80 959
Reclassement de trésorerie des activités abandonnées ou en cours de cession		216	
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	20	247 222	328 182
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	20	390 792	247 222

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

4. Tableau des variations de capitaux propres consolidés

En milliers d'euros	Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société				
	Capital apporté (note 22)	Autres réserves (note 22)	Résultats non distribués	Participations ne conférant pas le contrôle (note 23)	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2015	94 714	- 44 573	1 068 583	101 109	1 219 833
Retraitement de l'interprétation IFRIC 21			4 149		4 149
CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2015 RETRAITÉ ⁽¹⁾	94 714	- 44 573	1 072 732	101 109	1 223 982
Dividendes distribués			- 11 221	- 5 317	- 16 538
Total des éléments du résultat global au 31/12/2015		20 672	56 529	9 226	86 427
Plans d'options d'achats d'actions :					
• Valeur des services rendus	226				226
• Cession d'actions propres	- 775				- 775
Actions propres rachetées					
Variation de capital				1 678	1 678
Effets de variations de périmètre :					
• Options de vente accordées aux participations ne conférant pas le contrôle			- 17 159	- 6 966	- 24 125
Autres				1	1
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2015	94 165	- 23 901	1 100 881	99 731	1 270 876
Dividendes distribués			- 13 944	- 2 595	- 16 539
Total des éléments du résultat global au 31/12/2016		11 066	104 026	6 930	122 022
Plans d'options d'achats d'actions :					
Actions propres rachetées ⁽²⁾	- 7 209			- 2	- 7 211
Variation de capital					
Effets de variations de périmètre :					
• Options de vente accordées aux participations ne conférant pas le contrôle			- 4 745	- 2 716	- 7 461
• Variation de pourcentage d'intérêt			36	- 36	
Autres			- 1		- 1
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2016	86 956	- 12 835	1 186 253	101 312	1 361 686

(1) Le Groupe a appliqué à compter du 1^{er} janvier 2015 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014, l'interprétation IFRIC 21.

(2) SAVENCIA SA a eu l'opportunité de racheter ses propres actions mises sur le marché (127 885 actions).

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

5. Notes annexes aux états financiers consolidés

NOTE 1.	ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	65	NOTE 18.	INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ACTIFS	78
NOTE 2.	INFORMATION SECTORIELLE	65	NOTE 19.	AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	78
NOTE 3.	CONSOMMATIONS EXTERNES	67	NOTE 20.	TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	79
NOTE 4.	FRAIS DE PERSONNEL	67	NOTE 21.	DÉTAIL PAR NATURE DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	79
NOTE 5.	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	68	NOTE 22.	CAPITAUX PROPRES	80
NOTE 6.	AUTRES CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION	68	NOTE 23.	INTÉRÊTS DES DÉTENTEURS DE PARTICIPATIONS NE CONFÉRANT PAS LE CONTRÔLE DANS LES ACTIVITÉS ET FLUX DE TRÉSORERIE DU GROUPE	82
NOTE 7.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	68	NOTE 24.	PROVISIONS	83
NOTE 8.	RÉSULTAT FINANCIER	69	NOTE 25.	EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	86
NOTE 9.	PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES	70	NOTE 26.	AUTRES PASSIFS NON COURANTS	88
NOTE 10.	IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	72	NOTE 27.	FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS	88
NOTE 11.	DIVIDENDES PAR ACTION	73	NOTE 28.	INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS PASSIFS	89
NOTE 12.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	74	NOTE 29.	VARIATION DU BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT	94
NOTE 13.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	75	NOTE 30.	ENGAGEMENTS HORS BILAN	95
NOTE 14.	AUTRES ACTIFS FINANCIERS	76	NOTE 31.	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES	95
NOTE 15.	IMPÔTS DIFFÉRÉS	76	NOTE 32.	ÉVÉNEMENT POST CLÔTURE	96
NOTE 16.	STOCKS ET EN-COURS	77	NOTE 33.	LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES	96
NOTE 17.	CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	77			

SAVENCIA SA est une Société Anonyme à Conseil d'Administration enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé à Viroflay (78220). Ses actions sont négociées sur la Bourse de Paris.

Le nom commercial de SAVENCIA SA et de ses filiales est désormais SAVENCIA Fromage & Dairy « Le Groupe ». Son activité s'exerce dans deux secteurs : les « Produits Fromagers » et les « Autres Produits Laitiers » (cf. note 2).

Les états financiers consolidés ont été arrêtés le 9 mars 2017 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire. Ils seront définitifs après approbation par l'Assemblée Générale du 27 avril 2017.

5.1 Base de préparation des états financiers consolidés

En application du règlement européen CE n° 1 606/2 002 du 19 juillet 2002 relatif à l'utilisation des normes comptables internationales, les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2016 ont été établis conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adopté dans l'Union européenne à cette même date. Par ailleurs ces états financiers ont également été préparés conformément aux normes IFRS émises par l'IASB. Ils sont arrêtés sur la base des comptes individuels de chaque entité constituant le Groupe et retraités pour être en conformité avec les principes comptables qu'il a retenus. Ils ont été établis selon la convention du coût historique à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente, des actifs et passifs évalués à leur juste valeur en contrepartie du compte de résultat (instruments financiers dérivés compris), des actifs biologiques ainsi que les actifs et les passifs faisant l'objet d'une couverture de juste valeur. Sauf indication contraire, ces normes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables.

Conformément à la norme IFRS 2 relative aux paiements en actions, seuls les plans d'options d'achat d'actions octroyés après le 7 novembre 2002 dont les droits ne sont pas acquis au 1^{er} janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs à cette date ne sont pas évalués et ne sont pas comptabilisés.

Le Groupe applique les amendements aux normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2016.

Le Groupe n'applique pas les normes et interprétations d'application obligatoire à partir de l'exercice 2017 mais qui peuvent être anticipés dans les comptes annuels de 2016. Le Groupe revoit l'ensemble des nouvelles normes et interprétations qui seront d'application à horizon 2018 et 2019, en particulier IFRS 9 – Instruments financiers, IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients et IFRS 16 – Contrats de location. Le Groupe ne s'attend pas à des impacts significatifs de l'application de la norme IFRS 15. L'impact sur les résultats et la présentation des comptes consolidés lié à la mise en place des normes IFRS 9 et IFRS 16 est en cours d'étude.

5.2 Méthodes de consolidation

Les états financiers d'une entité sous contrôle sont inclus dans le périmètre de consolidation dès le jour où le contrôle est transféré au Groupe et jusqu'à ce qu'il cesse. Les filiales font l'objet d'une intégration globale, les entités contrôlées conjointement et les entreprises associées font l'objet d'une mise en équivalence.

5.2.1 Filiales

Est considérée comme filiale toute entité contrôlée. Le contrôle consiste pour le Groupe à être exposé ou à avoir droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la filiale, ainsi qu'en la capacité à influencer sur le montant de ces rendements en vertu du pouvoir qu'il exerce sur celle-ci. Il peut s'agir d'un contrôle de fait. L'évaluation du contrôle prend également en compte les droits de vote potentiels substantifs qui sont exerçables en temps utile pour diriger les activités clés. Les états financiers des filiales sont intégrés ligne à ligne dans les comptes consolidés et les intérêts ne conférant pas le contrôle sont présentés distinctement au sein des capitaux propres. La part de résultat revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle est également présentée distinctement dans le compte de résultat.

Conformément à IFRS 3 révisée, la méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser l'acquisition de nouvelles activités par SAVENCIA Fromage & Dairy. La contrepartie transférée correspond à la juste valeur, à la date d'acquisition, des éléments de rémunération remis au vendeur par le Groupe en échange du contrôle de l'acquése en excluant tout élément qui rémunère une transaction distincte de la prise de contrôle. Les éléments du prix d'acquisition comprennent :

- les actifs remis au vendeur ;
- les passifs encourus ou éventuels ;
- les instruments de capitaux propres émis par le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy ; et
- les ajustements éventuels du prix d'acquisition.

Les coûts directs liés à l'acquisition sont comptabilisés en charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus dans le poste « Autres charges d'exploitation », à l'exception :

- des frais d'émission d'instruments de capitaux propres émis en rémunération d'un regroupement d'entreprises qui sont déduits des capitaux propres ; et
- des coûts liés aux dettes financières contractées dans le cadre d'un regroupement d'entreprises qui sont déduits des dettes financières correspondantes.

Les actifs identifiables acquis, les passifs identifiables et les passifs éventuels assumés lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Pour chaque regroupement d'entreprises, le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy doit évaluer les intérêts ne conférant pas le contrôle soit :

- sur la base de leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'acquise évalué à la juste valeur à la date d'acquisition et donc sans comptabilisation d'un *goodwill* au titre des intérêts ne conférant pas le contrôle (méthode du *goodwill* partiel) ;
- à la juste valeur à la date d'acquisition avec, en conséquence la comptabilisation d'un *goodwill* à la fois pour la part groupe et pour les intérêts ne conférant pas le contrôle (méthode du *goodwill* complet).

L'écart d'acquisition déterminé à la date de prise de contrôle correspond sur ces bases à la différence entre :

- la contrepartie transférée au titre de la prise de contrôle constatée à la juste valeur à la date d'acquisition, plus le cas échéant le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle et pour les acquisitions par étapes, la juste valeur, à la date d'acquisition de la quote-part d'intérêts antérieurement détenue ;
- le montant net des actifs identifiables acquis et passifs repris évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Lorsque le calcul de l'écart d'acquisition aboutit à une différence négative, un profit est comptabilisé directement au compte de résultat.

Lors d'une prise de contrôle par achats successifs de titres, la quote-part d'intérêts détenue par l'acquéreur dans l'acquise avant la date de prise de contrôle est réévaluée en contrepartie du résultat sur la base des justes valeurs déterminées à la date de prise de contrôle.

Par application d'IAS 27, les effets des augmentations ou diminutions de pourcentages d'intérêt sans conséquence sur le contrôle d'une filiale sont constatés en capitaux propres.

La perte de contrôle exclusif donne lieu à la comptabilisation d'un résultat global de cession quand bien même un intérêt résiduel serait conservé.

5.2.2 Activités conjointes

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel le Groupe dispose de droits sur les actifs et d'obligations sur les passifs d'une entité. Chacun des coparticipants comptabilise les actifs, les passifs, les charges et les produits relatifs à ses intérêts dans l'activité conjointe.

5.2.3 Co-entreprises

Est considéré comme co-entreprise tout partenariat dans lequel le Groupe exerce un contrôle conjoint sur l'actif

net de l'entité. La méthode de la mise en équivalence est alors appliquée. Les comptes consolidés du Groupe comprennent la quote-part des profits et pertes réalisés et accumulés de cette entreprise sur la base du pourcentage de détention et ce, à compter du jour où l'influence notable commence jusqu'à ce qu'elle cesse. Quand la quote-part du Groupe dans les pertes dépasse le montant investi dans la participation, celui-ci est ramené à zéro. De nouvelles pertes ne sont pas prises en compte à moins que le Groupe en ait l'obligation.

5.2.4 Éliminations des transactions et soldes intra-groupes

Les soldes et transactions sont éliminés ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-groupes. Les profits latents résultant de transactions réalisées avec des entités associées ou sous contrôle conjoint sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt détenu par le Groupe.

5.2.5 Entreprises dont les actifs non courants sont détenus en vue de la vente, activités abandonnées ou en cours de cession

Un groupe d'actifs et de passifs non courants est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée par le biais de la vente et non par son utilisation continue. Pour ce faire, il faut que l'actif soit disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs au bilan, sur la ligne « Actifs des activités abandonnées ou en cours de cession ». Ces actifs sont évalués au plus faible de la valeur comptable ou de la juste valeur diminuée des coûts de cession. Les passifs d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés au bilan sur la ligne « Passifs des activités abandonnées ou en cours de cession ».

Une activité cédée ou en cours de cession est définie comme une composante de l'entreprise faisant l'objet soit d'une cession, soit d'un classement en actifs abandonnés ou en cours de cession, qui soit :

- représente une activité ou une zone géographique significative pour le Groupe ;
- fait partie d'un plan global de cession d'une activité ou d'une zone géographique significative pour le Groupe ;
- est une filiale significative acquise uniquement dans le but de la revente.

S'agissant des activités abandonnées, le traitement du bilan n'est pas modifié.

Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées s'ils présentent un caractère significatif.

5.2.6 Conversion des monnaies étrangères

Dans les sociétés du Groupe, les transactions réalisées en monnaie étrangère sont converties au cours de change en vigueur au moment où elles sont effectuées. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui résultent des opérations précitées sont inscrites au compte de résultat.

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés du Groupe exprimés dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la fin de l'année, et, les postes du compte de résultat dans une monnaie autre que l'euro sont convertis en euros au cours de change annuel moyen ou au cours de change en vigueur à la date de la transaction. À la clôture de l'exercice, les différences de change qui surviennent lors de la nouvelle conversion des actifs nets du Groupe par rapport au cours de l'exercice précédent ainsi que celles survenant lors de la conversion au cours de clôture des résultats et transactions convertis au cours moyen ou effectif, sont imputées directement en autres éléments du résultat global.

Les *goodwill* et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition d'une activité à l'étranger sont traités comme des actifs et des passifs de l'activité à l'étranger et convertis en euros au taux de clôture. Les bilans et résultats des sociétés du Groupe actives dans les économies hyper inflationnistes sont retraités pour tenir compte des changements de pouvoir d'achat des monnaies locales en utilisant les indices officiels ayant cours à la date du bilan. Ils sont ensuite convertis en euros au cours de change en vigueur à la fin de l'année.

5.2.7 Information sectorielle

L'information sectorielle est présentée conformément à la norme IFRS 8 Secteurs opérationnels.

Cette norme requiert que l'information sectorielle soit présentée conformément au reporting interne régulièrement examiné par le Directeur Général, principal décideur opérationnel, afin d'évaluer les performances de chaque secteur opérationnel et de leur allouer les ressources. Les secteurs sont définis en conformité avec la norme IFRS 8. Les résultats sectoriels représentent les résultats de l'activité de chaque secteur. Les frais de siège ainsi que les frais de recherche et développement sont réalloués aux secteurs concernés.

Les actifs par activité comprennent l'ensemble des actifs courants et non courants. Les actifs du siège utilisés par les secteurs opérationnels sont réalloués aux secteurs concernés. Les participations détenues dans les sociétés mises en équivalence sont affectées aux secteurs auxquelles elles sont rattachées.

5.2.8 Compte de résultat

Le compte de résultat présente les charges et les produits par nature. Dans les charges, il distingue les consommations externes (matières premières, matières incorporables, utilités...), les frais de personnel, les amortissements et les autres charges d'exploitation (honoraires, loyers, etc.).

5.2.9 Méthodes d'évaluation et définitions

5.2.9.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de service à des tiers, soustraction faite de l'ensemble des déductions commerciales. Elles sont enregistrées dans le compte de résultat lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété des biens ou des services est transféré à l'acheteur. Elles sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. La disposition des excédents de lait, les échanges entre confrères et la valorisation des co-produits sont traités comme des éléments du coût des matières consommées.

Concernant les programmes de fidélisation de la clientèle, la part de chiffre d'affaires relative aux avantages octroyés qui seront utilisés dans le futur en lieu et place de la constatation d'une provision représentative des coûts encourus par le Groupe au titre de ces mêmes avantages, est différée. Le chiffre d'affaires différé, correspondant à la juste valeur des avantages octroyés, est reconnu en résultat au cours de l'exercice où ces avantages sont convertis en prestations.

5.2.9.2 Contrats de location

Les contrats de location en vertu desquels une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés en contrat de location simple. Les paiements au titre de ces contrats (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

5.2.9.3 Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant est défini conformément à la recommandation du Conseil national de la consommation CNC 2009-R.03. Les éléments du résultat opérationnel n'en faisant pas partie sont des « Autres charges opérationnelles » et des « Autres produits opérationnels » résultant d'événements significatifs, inhabituels, anormaux et peu fréquents.

5.2.9.4 Charges et produits financiers

Les charges financières incluent les intérêts supportés sur les fonds empruntés auprès des tiers. Elles comprennent également les commissions bancaires et les différences de change.

Les produits financiers incluent les intérêts acquis sur les fonds placés auprès des tiers. Ils comprennent aussi les différences de change sur les actifs et les passifs financiers. Les profits et les pertes sur les instruments de couverture

de taux d'intérêt affectant le compte de résultat sont également enregistrés sur cette ligne.

5.2.9.5 Impôts

La ligne « Impôts sur les résultats » comprend les impôts courants sur les bénéfices ainsi que les impôts différés. L'effet fiscal sur les éléments comptabilisés directement en capitaux propres est également enregistré directement en capitaux propres.

Sur la base d'une analyse en substance, le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) est traité en subvention d'exploitation conformément à IAS 20. Par ailleurs, le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE) est classé en diminution des frais de personnel.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont comptabilisés sur les différences entre la valeur comptable au bilan des actifs et passifs et leur base fiscale telle qu'elle est retenue pour le calcul du bénéfice imposable, selon la méthode bilantielle du report variable.

Des impôts différés passifs sont calculés sur toutes les différences temporelles imposables à l'exception des écarts d'acquisition non déductibles. Des impôts différés actifs sont calculés sur toutes les différences temporelles déductibles ainsi que sur les pertes fiscales à reporter dans la mesure où il est probable que de futurs bénéfices imposables permettant leur imputation seront disponibles. À chaque clôture, la valeur nette comptable des impôts différés est revue sur la base des prévisions à trois ans. Une provision est enregistrée dès lors que les perspectives de résultat et donc de charges d'impôt probables des 3 prochains exercices ne permettent pas d'assurer la recouvrabilité des impôts différés actifs nets.

Les impôts différés sont calculés par application de la législation en vigueur sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'effet de tout changement de taux d'impôt est enregistré au compte de résultat à l'exception de ceux liés directement aux éléments de capitaux propres.

5.2.9.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, lorsqu'elles sont propriétés du Groupe, sont inscrites au bilan à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. Elles sont amorties linéairement, par composant, en fonction de leur durée d'utilité et en tenant compte des valeurs résiduelles éventuelles.

Les principales durées d'utilité sont les suivantes :

• bâtiments et aménagements	10 à 30 ans
• machines et équipements	5 à 20 ans
• outillage, mobilier, matériel informatique et divers	3 à 15 ans
• véhicules	4 à 7 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

Les intérêts sur le financement des immobilisations en cours de construction sont capitalisés conformément à IAS 23 révisée. Toute dépense future est inscrite au compte de résultat au cours de l'exercice où elle est encourue à l'exception du cas où elle accroîtrait la capacité de l'actif immobilisé auquel elle est liée à générer des avantages économiques futurs.

Des immobilisations corporelles peuvent être mises à disposition du Groupe par des contrats de location ou de crédit-bail de longue durée. Lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété est supportée par le Groupe, ces contrats sont comptabilisés comme des contrats de location financement, en inscrivant à l'actif le montant le moins élevé de la juste valeur du bien ou de la valeur actuelle des paiements minimaux lors de la signature du contrat, diminué des amortissements et des pertes de valeur, calculés de la même manière que pour des immobilisations corporelles de même destination. La contrepartie de ces actifs est une dette financière.

Les subventions d'équipement sont déduites de la valeur brute des immobilisations.

5.2.9.7 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles acquises telles que les systèmes d'information de gestion, les droits de propriété intellectuelle, les droits d'exercer des activités (droits exclusifs de vente, droits au bail...) et les marques.

Les écarts d'acquisition y compris les zones de lait représentent l'excédent qui existait entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs nets identifiables, à la date d'acquisition des activités nouvelles. L'écart d'acquisition se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les « Participations dans les entreprises associées ». L'écart d'acquisition comptabilisé séparément est soumis à un test de dépréciation au minimum annuel et plus fréquent s'il existe des indices de perte de valeur. Il est évalué à son coût déduction faite du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur des écarts d'acquisition ne sont pas réversibles. Le résultat dégagé sur la cession d'une entité tient compte de la valeur comptable de l'écart d'acquisition lié à l'entité cédée. Aux fins de réalisation des tests de dépréciation, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie ou aux groupes d'unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises ayant donné naissance aux écarts d'acquisition. Une unité génératrice de trésorerie correspond généralement à une zone géographique.

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité lorsqu'elle est déterminable ce qui est le cas pour les systèmes d'information de gestion (3 à 7 ans), les droits de propriété intellectuelle (selon la protection juridique) et les droits

d'exercer (selon les termes des contrats). Du fait de la notoriété des marques acquises, leur durée d'utilité ne peut être déterminée, elles ne sont donc pas amorties. Elles font l'objet, à chaque clôture annuelle ou intermédiaire s'il existe un indice de perte de valeur, d'un test de perte de valeur dans les mêmes conditions que pour les écarts d'acquisition.

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels et à leur mise en service sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour les acquérir et les mettre en service. Les coûts associés au maintien en fonctionnement des logiciels sont comptabilisés en charge au fur et à mesure qu'ils sont encourus. Lorsqu'ils confèrent un caractère unique aux logiciels acquis ou produits contrôlés par le Groupe, les coûts de développement, comprenant les coûts salariaux des personnels participant au développement et une quote-part appropriée des frais généraux, sont inscrits au bilan dès lors qu'ils généreront des avantages économiques futurs attendus et sont amortis sur la durée d'utilité des logiciels concernés.

Les frais de recherche sont intégralement inscrits au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils ont été encourus.

Les frais résultant du développement (ou de la phase de développement d'un projet interne) doivent être immobilisés si, et seulement si, une entité peut démontrer tout ce qui suit :

- (a) la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- (b) son intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre ;
- (c) sa capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle ;
- (d) la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables. L'entité doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité ;
- (e) la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation incorporelle ;
- (f) sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Au niveau du Groupe, les frais de développement sont liés à des nouveaux produits et ne sont pas comptabilisés en tant qu'actifs, la probabilité des avantages économiques futurs ne se manifestant que lorsque les produits sont sur le marché.

5.2.9.8 Dépréciation des actifs non financiers

Les écarts d'acquisition et les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis et sont soumis à un test annuel de dépréciation. Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison d'événements ou de circonstances particulières, le caractère recouvrable de leurs valeurs comptables est mis en doute. La valeur recouvrable d'un actif représente sa juste valeur diminuée des coûts de cession ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure. Les dits actifs sont regroupés en unité génératrice de trésorerie, qui représentent le niveau le moins élevé générant des flux de trésorerie indépendants.

Les tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie sont réalisés en comparant la valeur recouvrable de ces actifs ou de ces unités génératrices de trésorerie à leur valeur comptable. La valeur recouvrable est déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir des projections de flux futurs de trésorerie basés sur les prévisions financières en général à 3 ans approuvées par la Direction. Au-delà de la période de trois ans, les flux futurs de trésorerie sont extrapolés sur la base de la dernière année sans croissance. Les flux nets futurs de trésorerie attendus sont actualisés au coût moyen pondéré des capitaux, ajusté du risque géographique spécifique inhérent aux actifs et de l'inflation pour les pays hors zone Euro.

Une dépréciation (imputée en priorité sur les écarts d'acquisition) est comptabilisée en autres charges opérationnelles à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Les tests de perte de valeur des marques consistent à calculer la valeur recouvrable de la marque en utilisant l'approche par la prime. Cette méthode consiste à estimer la part de flux futurs générés par la marque par comparaison avec les flux futurs que l'activité pourrait générer sans la marque.

Pour les actifs non financiers (autres que les écarts d'acquisition) ayant subi une perte de valeur, la reprise éventuelle de la dépréciation est examinée à chaque date de clôture annuelle ou intermédiaire.

5.2.9.9 Actifs financiers

Les actifs financiers qui ont une échéance supérieure à une année (sauf pour les instruments de capitaux propres) comprennent les créances non courantes et les autres instruments financiers comme les participations dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable. Suivant les raisons qui ont motivé leur acquisition, les actifs financiers sont classés en « Titres détenus jusqu'à l'échéance » ou en « Titres disponibles à la vente ». Ils sont comptabilisés dès que la transaction est réalisée.

Les créances ne portant pas intérêt sont évaluées à leur juste valeur sur la base du taux de marché.

La majorité des actifs financiers relève de la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente et de la catégorie des actifs détenus jusqu'à échéance.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Les gains ou pertes non réalisés sont comptabilisés directement dans les autres éléments du résultat global sauf en cas de baisse significative ou durable, auquel cas, les pertes sont constatées en compte de résultat. Lors de la vente de ces éléments, les ajustements de valeur figurant en capitaux propres sont comptabilisés au compte de résultat. La juste valeur est déterminée sur la base du prix de marché à la date de conclusion du contrat pour les instruments cotés ou de techniques d'actualisation des flux futurs de trésorerie fondés sur les données de marché pour les autres instruments.

Les créances non courantes et les autres instruments représentatifs de dettes dont les clauses contractuelles prohibent la vente sont désignés comme actifs détenus jusqu'à l'échéance. Ils sont inscrits au bilan selon la méthode du coût amorti net de toute perte de valeur durable constatée.

5.2.9.10 Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas du coût ou de la valeur nette de réalisation.

Le lait acheté est évalué au coût d'achat réel à la date de clôture. Les stocks de lait produit par les troupeaux appartenant au Groupe sont évalués à la juste valeur à la date de production, diminuée des frais estimés du point de vente. Les produits finis achetés sont évalués à leur coût d'achat réel. Les produits en cours de fabrication et les produits finis sont évalués à leur coût qui comprend les frais directs de production et une allocation de frais communs et d'amortissement des centres de production. Il n'inclut pas les coûts d'emprunt.

La méthode du premier entré premier sorti est appliquée pour comptabiliser les mouvements de stocks des matières premières hors lait ainsi que des stocks de produits finis achetés. La méthode du coût moyen pondéré est utilisée dans les autres cas.

Si la valeur nette de réalisation que représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normale d'un élément quelconque, déduction faite des frais de vente, est inférieure à son coût établi comme décrit ci-dessus, une provision de la différence est comptabilisée.

5.2.9.11 Clients et autres créances

Les clients et autres créances sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, puis ultérieurement évalués à leur coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des dépréciations. La dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la

probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la dépréciation représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif initial. Les charges constatées d'avance sont incluses dans cette ligne.

La créance prend un caractère irrécouvrable et est comptabilisée comme telle, lorsqu'il peut être démontré du défaut du créancier, par l'obtention d'un certificat d'irrécouvrabilité ou toute preuve établissant le défaut irrémédiable du créancier, ou encore à l'expiration du délai de prescription.

5.2.9.12 Trésorerie et équivalents trésorerie

La ligne trésorerie et équivalents trésorerie se décompose en trésorerie, équivalents trésorerie, titres négociables, placements à court terme et autres. Les équivalents trésorerie regroupent les dépôts bancaires à terme et les placements à taux fixe dont l'échéance à compter de la date d'acquisition est égale ou inférieure à trois mois. Les dépôts à terme de plus de trois mois ne sont susceptibles d'être classés en équivalents de trésorerie que s'il existe des options de sortie exerçables à tout moment, ou au maximum tous les trois mois, que ces options soient initialement prévues au contrat et exerçables sans pénalité. Les dépôts à terme et placements à taux fixes doivent être également soumis à un risque négligeable de changement de valeur ; ceux dont l'échéance est supérieure à trois mois et qui ne satisfont pas les conditions énoncées ci-dessus, ou dont l'échéance est inférieure à trois mois mais susceptibles de changement de valeur font partie des « Autres actifs financiers courants », conformément à la norme IAS 7 et aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF).

La trésorerie est évaluée à sa juste valeur. Tous les gains et pertes non réalisés sont enregistrés en compte de résultat.

Dans le cas où certains titres négociables seraient détenus en vue d'obtenir un profit à court terme, ils sont évalués à leur juste valeur. Tous les profits ou pertes réalisés ou non sont comptabilisés directement en résultat.

La juste valeur est déterminée sur la base du prix de marché à la date de conclusion du contrat pour les instruments cotés ou sur la base de techniques d'actualisation des flux futurs de trésorerie fondés sur les données de marché pour les autres instruments.

5.2.9.13 Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe pour gérer les risques de change, de taux d'intérêts et de prix de certaines matières premières auxquels il est confronté dans le cadre de ses activités.

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe sont principalement des contrats de change à terme ferme ou optionnel, des contrats d'achat de matières premières

à terme ferme ou optionnel et des contrats d'échange de devise ou de taux d'intérêts.

Tous les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. La juste valeur est déterminée :

- soit en fonction de prix cotés sur un marché actif ;
- soit au moyen de techniques d'évaluation internes telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie, ces modèles intégrant des données observables sur le marché ;
- soit à partir de techniques de valorisation internes intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables.

Sous certaines conditions, la comptabilité de couverture peut être appliquée lorsque les instruments financiers compensent, en totalité ou partiellement, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'actifs ou de passifs comptabilisés ou d'engagement ferme. Elle est également appliquée pour les instruments dérivés désignés comme couverture d'un risque spécifique associé à un actif ou un passif comptabilisé ou à une transaction future, hautement probable ou bien comme couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger. L'efficacité des couvertures est appréciée à intervalles réguliers, et au moins tous les trimestres.

Les couvertures de juste valeur comprennent les dérivés servant à couvrir le risque de change et/ou de taux d'intérêt. Le profit ou la perte résultant de la réévaluation de ces instruments de couverture à la juste valeur à la date du bilan est enregistré immédiatement dans le compte de résultat. L'ajustement au bilan de l'élément couvert est réalisé en tenant compte du risque couvert et les variations de juste valeur du risque couvert sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir les flux financiers liés aux transactions futures telles que les ventes à l'exportation, les achats d'équipements en devises, la variation de prix et/ou de cours de change pour les achats de matières premières ainsi que les fluctuations anticipées de taux d'intérêts. Lorsque la couverture est efficace, la part efficace du gain ou de la perte résultant de l'évaluation de la juste valeur des instruments de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. La part inefficace de la variation de juste valeur est enregistrée immédiatement en compte de résultat. Lorsqu'un actif ou un passif résultant d'une transaction future couverte est comptabilisé au bilan, les gains ou les pertes sur l'instrument de couverture précédemment enregistrés en capitaux propres sont transférés au coût d'acquisition du dit actif ou passif.

Des instruments financiers dérivés sont également utilisés pour réduire l'exposition au risque de change de l'investissement net dans une entité étrangère. Les variations de juste valeur de ces instruments sont

enregistrées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la vente ou la sortie de l'investissement net.

Les dérivés de transactions comprennent les instruments dérivés utilisés conformément à la politique de gestion des risques du Groupe mais pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas appliquée. Les dérivés acquis dans le but d'atteindre des objectifs de rendement des portefeuilles d'investissement font également partie de cette catégorie de dérivés. Leurs variations de juste valeur sont enregistrées en compte de résultat.

5.2.9.14 Capital social

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres. Les coûts complémentaires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts.

Lorsqu'une des sociétés du Groupe achète des actions de la Société (actions propres), le montant versé en contrepartie, y compris les coûts supplémentaires directement attribuables (nets de l'impôt sur le résultat), est déduit des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société jusqu'à l'annulation, la réémission ou la cession des actions. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts supplémentaires directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société.

5.2.9.15 Dettes à court, moyen et long terme

Les dettes portant intérêts sont initialement comptabilisées à leur juste valeur nette des coûts de transactions encourus. Elles sont ensuite évaluées en application de la méthode du coût amorti. La différence entre la juste valeur à l'émission et le montant remboursé est amortie en fonction de la durée de la dette ou de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. Ils sont classés en passifs courants à moins qu'il n'existe un droit inconditionnel de reporter le règlement de la dette au minimum douze mois après la clôture.

5.2.9.16 Options de vente accordées aux détenteurs de participation ne donnant pas le contrôle

En application d'IAS 32, lorsque des actionnaires minoritaires disposent d'options de vente de leur participation, les intérêts ne conférant pas le contrôle sont reclassés en dettes, cette dernière étant mesurée à la valeur actualisée du prix d'exercice de l'option.

Suite à la révision de la norme IAS 27, applicable au 1^{er} janvier 2010, l'écart entre la valeur de la dette, et la valeur des intérêts ne conférant pas le contrôle est imputé sur les capitaux propres part du Groupe.

Le Groupe SAVENCIA Fromage & Dairy a choisi de figer les écarts d'acquisitions relatifs aux options de vente accordées aux actionnaires minoritaires émises avant la révision de la norme IAS 27. Les variations ultérieures de la dette relatives au changement de la valeur estimée du prix d'exercice de l'option sont enregistrées en capitaux

propres – part Groupe et non plus en écart d'acquisition comme auparavant. L'effet de la désactualisation de la dette financière est constaté en résultat.

Les options de vente sont classées au bilan dans les autres passifs non courants, leur montant étant jugé significatif à l'échelle du Groupe, ceci conformément à la norme IAS 1.58.

5.2.9.17 Engagements envers le personnel et paiements fondés sur des actions

Selon les lois et usages de chaque pays, les sociétés du Groupe ont des obligations en termes de retraite, préretraite, indemnités de départ, régimes de prévoyance et autres avantages à long terme (médailles du travail, jubilés, etc.). Ces obligations s'appliquent généralement à l'ensemble des salariés et/ou ex salariés des sociétés concernées.

Pour les régimes à cotisations définies et autres avantages à court terme, le coût de l'exercice est passé en charges sur la base des appels de cotisations ou sur la base des crédits de droits à prestation.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont déterminés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, les probabilités de mortalité, de rotation du personnel et de projections de salaires, ainsi que les hypothèses spécifiques à chaque régime et les dispositions réglementaires.

Les taux d'actualisation sont déterminés en référence au rendement, à la date d'évaluation, des obligations émises par les entreprises de premier rang (ou par l'État s'il n'existe pas de marché représentatif pour les emprunts privés) de maturité équivalente et de même monnaie que celles des engagements.

Les rendements attendus sont évalués en utilisant ce même taux d'actualisation.

Les gains et les pertes actuariels résultant des changements d'hypothèses actuarielles ou d'écarts d'expérience sont reconnus sur l'exercice dans les autres éléments du résultat global. Ils ne sont jamais recyclés par le résultat.

Le coût des services passés relatifs à un amendement ou à une modification du régime est constaté immédiatement en résultat de l'exercice. Pour chaque plan, lorsque le montant à comptabiliser (montant de l'engagement net de la valeur des actifs de couverture et des éléments différés) est un passif, il figure en « Provisions ». Lorsqu'il s'agit d'un actif, il est inclus en « Autres actifs financiers ».

La charge de retraite est comptabilisée en frais de personnel hormis les coûts financiers et les rendements sur les actifs du régime, qui sont classés en résultat financier.

Certaines filiales offrent d'autres avantages à long terme, essentiellement des médailles du travail. Le coût de ces avantages est déterminé par calcul actuariel et comptabilisé

en résultat sur la durée du service. Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement.

Le Groupe a mis en place un plan de rémunération qui se dénoue en instruments de capitaux propres (options sur actions). La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'options est comptabilisée en charges en contrepartie des capitaux propres. Le montant total comptabilisé en charges sur la période d'acquisition des droits est déterminé par référence à la juste valeur des options octroyées en date d'attribution. À chaque date de clôture, l'entité réexamine le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables.

Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations avec un ajustement correspondant dans les capitaux propres. Les sommes perçues lorsque les options sont levées, sont créditées aux postes « Capital social » (valeur nominale) et « Prime d'émission », nettes des coûts de transaction directement attribuables.

5.2.9.18 Autres provisions

Les provisions pour remise en état de site, pour coûts de restructuration, pour actions en justice et pour risques divers sont comptabilisées lorsque le Groupe est tenu par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés s'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de la provision peut être estimé de manière fiable. Les provisions pour restructuration englobent les pénalités de résiliation de contrats de location et les indemnités de fin de contrat de travail et ne sont comptabilisées que lorsque des plans détaillés ont été établis et qu'un commencement de mise en œuvre ou une annonce ont créé une attente. Les pertes opérationnelles futures ne sont pas provisionnées.

Lorsqu'il existe un certain nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire au règlement de ces obligations est déterminée en considérant la catégorie d'obligations comme un tout. Bien que la probabilité de sortie pour chacun des éléments soit faible, il peut être probable qu'une certaine sortie de ressources sera nécessaire pour régler cette catégorie d'obligations dans son ensemble. Si tel est le cas, une provision est comptabilisée.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Le taux d'actualisation avant impôt utilisé pour déterminer la valeur actuelle reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques inhérents à l'obligation. L'augmentation de la provision résultant de la désactualisation est comptabilisée en charges d'intérêt.

5.2.10 Gestion du risque financier

5.2.10.1 Risque financier

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers : risques de marché, risque de crédit et risque de liquidité. La gestion des risques vise à minimiser leurs effets potentiellement défavorables sur la performance financière du Groupe. Des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir certaines expositions au risque.

La gestion du risque est assurée conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'Administration. Les risques financiers sont identifiés, évalués et couverts en collaboration étroite avec les unités opérationnelles du Groupe. Pour chaque catégorie de transactions, des procédures spécifiques précisent les instruments utilisables, les montants maximum autorisés, les contreparties possibles et les contrôles à effectuer.

5.2.10.2 Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que le cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans les limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité, risque. En ce qui concerne les cours de matières premières (principalement le lait, le beurre et la poudre), le Groupe ne peut gérer ces risques qu'en présence de marchés organisés ce qui n'est le cas qu'aux États-Unis.

5.2.10.3 Risque de change

Le Groupe exerce ses activités à l'international mais se trouve peu exposé au risque de change en raison de l'implantation locale de ses unités de production. Le risque de change porte sur des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs en devises enregistrés au bilan et des investissements nets dans des entités étrangères.

Pour gérer le risque de change lié aux transactions commerciales futures et aux actifs et aux passifs en devises enregistrés au bilan, les entités du Groupe recourent à des contrats de change à terme fermes ou optionnels.

Dans le cadre de sa gestion des risques, le Groupe a pour politique de couvrir environ 80 % du montant des transactions futures anticipées dans chaque devise importante sur les 12 mois à venir.

Le Groupe détient certains investissements dans des activités à l'étranger dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion de devises.

5.2.10.4 Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le Groupe au risque de variation des flux de trésorerie. Les emprunts initialement émis à taux fixe

exposent le Groupe au risque de variation de prix sur taux d'intérêt. Le Groupe adapte ses décisions de couverture de taux en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et de ses encours de financement.

5.2.10.5 Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients (*cf. note 17*), des titres de placement (*cf. note 14*), et des instruments financiers dérivés actifs (*cf. note 18*).

Le Groupe ne présente pas de concentration importante de risque de crédit. Il a mis en place des politiques lui permettant de s'assurer que les clients achetant ses produits ont un historique de risque de crédit approprié. Une politique de contreparties bancaires est définie. Elle vise à répartir de manière ciblée les en-cours placés et les instruments dérivés auprès de banques et d'institutions financières de premier ordre. Elle vise à éviter d'être exposé à des concentrations significatives des risques financiers.

5.2.10.6 Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du fait que certaines contreparties pourraient ne pas remplir leurs obligations en termes de financements ou de placements. En termes de financement, la liquidité est assurée par une politique de lignes à long et moyen termes confirmées et partiellement utilisées. En terme de placements, la liquidité est assurée en minimisant l'exposition aux placements non monétaires (*cf. notes 25 et 28*).

5.2.10.7 Estimation de la juste valeur

Certaines méthodes comptables du Groupe de même que certaines informations à fournir impliquent d'évaluer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers. Le Groupe possède un dispositif pour contrôler les évaluations de juste valeur sous le contrôle de la Direction Financière du Groupe.

La juste valeur est déterminée :

- soit en fonction de prix cotés sur un marché actif ;
- soit au moyen de techniques d'évaluation internes telles que les modèles d'évaluation des options et la méthode de la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie, ces modèles intégrant des données observables sur le marché ;
- soit à partir de techniques de valorisation internes intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables.

La valeur nominale, diminuée des provisions pour dépréciation, des clients et autres débiteurs et des fournisseurs et autres créanciers est présumée correspondre à la juste valeur de ces éléments.

5.2.10.8 Estimations et jugements comptables déterminants

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux normes internationales, nécessite que le Groupe procède à des estimations et utilise certaines hypothèses susceptibles d'impacter la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe. Ces estimations et hypothèses portent essentiellement sur les évaluations des écarts d'acquisition, des autres actifs incorporels et corporels, les provisions, les engagements de retraite et les impôts différés. Les estimations utilisées par le Groupe sur ces différents thèmes sont élaborées sur la base des informations disponibles à la date d'établissement des comptes et détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque problématique (cf. notes 7, 12, 13, 15, 24).

5.2.10.9 Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir un niveau de fonds propres suffisant, afin de préserver la confiance des

investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité.

Les membres du personnel détiennent 2,87 % des actions ordinaires à travers un plan d'épargne entreprise.

Occasionnellement, le Groupe achète ses propres actions sur le marché. Le rythme de ces achats dépend des besoins de gestion du capital et des cours. Ces actions sont principalement utilisées dans le cadre des programmes d'attribution d'options sur actions du Groupe. Les décisions d'achat et de vente sont prises au cas par cas.

Le Groupe n'a pas modifié sa politique en matière de gestion du capital au cours de l'exercice 2016.

Ni la Société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques externes en matière de capital.

NOTE 1. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au cours de l'exercice 2016 la principale évolution de périmètre concerne :

- la cession de 24,94 % le 15 juin 2016 de la participation dans la société Lacto Sérum France SA. Le résultat de cession n'est pas matériel.

Cette opération concerne le secteur « Produits Fromagers ».

Au cours de l'exercice 2015 les principales évolutions de périmètre ont été les suivantes :

- la cession de 27 % de la participation dans la société espagnole CORPORACION ALIMENTARIA PENASANTA SA (CAPSA) le 28 mai 2015 ;

- le rachat de 35 % du capital d'Advanced Food Products LLC suite à l'exercice de l'option d'achat de ces titres le 31 décembre 2015.

Ces opérations concernaient le secteur « Autres Produits Laitiers » ;

- la cession de 24,8 % de la participation dans la société allemande Andechser Molkerei Scheitz GmbH le 1^{er} octobre 2015.

Cette opération concernait le secteur « Produits Fromagers ».

NOTE 2. INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Directeur Général, principal décideur opérationnel. Les informations du reporting interne sont préparées en conformité avec le référentiel comptable appliqué par le Groupe.

Les secteurs opérationnels sont au nombre de deux :

Les « Produits Fromagers » : ce secteur regroupe la production et la distribution de fromages de marque et spécialités fromagères sur la plupart des marchés.

Les « Autres Produits Laitiers » : ce secteur regroupe la production et la distribution des crèmes fraîches et beurres de grande consommation, des produits pour la restauration commerciale (crèmes fraîches et UHT, préparations pour

desserts, beurres pâtisseries, crèmes longue conservation) et des préparations à base de lait pour l'hôtellerie de luxe internationale.

Cette activité regroupe également les beurres techniques et les protéines laitières à haute spécificité pour les industries alimentaires, les industries de la nutrition et de la santé.

Parmi les indicateurs clés de performance revus et utilisés par le principal décideur opérationnel, seuls le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel courant et la marge opérationnelle courante font l'objet d'un suivi par secteur d'activité. Les autres indicateurs, notamment ceux relatifs aux flux de trésorerie et l'endettement net sont établis et analysés au niveau Groupe.

Les éléments de résultat résumé répartis par secteur d'activité se présentent et se rapprochent du bilan du Groupe comme suit :

En milliers d'euros	12 mois		12 mois		12 mois		12 mois	
	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
CA par secteur	2 611 667	2 602 024	1 941 794	1 961 988	67 515	63 581	4 620 976	4 627 593
CA intersecteur	- 110 520	- 104 155	- 42 837	- 36 203	- 49 258	- 45 382	- 202 615	- 185 740
CA externe	2 501 147	2 497 869	1 898 957	1 925 785	18 257	18 199	4 418 361	4 441 853
Dotations aux amortissements et provisions	- 79 671	- 77 735	- 37 120	- 33 986	- 8 476	- 7 651	- 125 267	- 119 372
Résultat opérationnel courant	156 079	138 822	46 966	33 110	- 15 942	- 20 067	187 103	151 865
Marge opérationnelle courante (*)	6,0 %	5,3 %	2,4 %	1,7 %			4,2 %	3,4 %
Coûts de restructuration	- 1 824	- 11 471	- 532	- 1 965	- 1 476	-	- 3 832	- 13 436
Dépréciation de valeur d'actif	- 13 354	- 524	401	- 9 682	-	- 475	- 12 953	- 10 681
Résultat sectoriel	140 901	126 827	46 835	21 463	- 17 418	- 20 542	170 318	127 748

(*) Le calcul de la marge opérationnelle n'est pas pertinent sur le secteur « Autres ».

Les éléments du bilan répartis par secteur d'activité se présentent et se rapprochent du bilan du Groupe comme suit :

En milliers d'euros	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Total des actifs dont :	2 112 879	1 997 885	1 186 146	1 146 381	11 710	10 627	3 310 735	3 154 893
Participations dans les entreprises associées	113 609	121 595	849	774	3 959	3 975	118 417	126 344

Les éléments de flux d'investissement par secteur d'activité se présentent et se rapprochent des flux du Groupe comme suit :

En milliers d'euros	12 mois		12 mois		12 mois		12 mois	
	Produits Fromagers		Autres Produits Laitiers		Autres		Total	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Investissements incorporels et corporels	103 707	96 243	69 121	55 649	7 495	5 779	180 323	157 671

Passage du résultat par secteur d'activité au résultat de l'exercice :

En milliers d'euros	12 mois	
	2016	2015
Résultat sectoriel	170 318	127 748
Autres charges opérationnelles	- 444	- 15 224
Autres produits opérationnels	11 119	6 118
Résultat opérationnel	180 993	118 642
Charges financières	- 38 278	- 35 704
Produits financiers	10 210	9 349
Quote-part de résultat net des entreprises associées	6 715	8 936
Résultat avant impôts	159 640	101 223
Impôts sur les résultats	- 47 693	- 39 203
Résultat net des activités abandonnées ou en cours de cession		41
Résultat de l'exercice	111 947	62 061

Chiffre d'affaires, investissements incorporels et corporels et total des actifs par zone géographique :

<i>En milliers d'euros</i>	France	Reste de l'Europe	Reste du monde
Chiffre d'affaires			
Au 31 décembre 2016	1 312 416	1 752 683	1 353 262
Au 31 décembre 2015	1 355 208	1 782 910	1 303 735
Investissements incorporels et corporels			
Au 31 décembre 2016	94 383	35 936	50 004
Au 31 décembre 2015	86 478	30 156	41 037
Total des actifs			
Au 31 décembre 2016	2 774 484	334 343	201 908
Au 31 décembre 2015	2 693 303	281 761	179 829

NOTE 3. CONSOMMATIONS EXTERNES

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2016	2015
Marchandises et matières consommées	- 2 984 768	- 3 087 840
Production stockée	40 676	3 635
Production immobilisée	2 837	2 641
Autres matières consommées non stockées	- 213 616	- 223 657
Ventes d'excédents, échanges de lait et ventes de co-produits	390 959	447 064
	- 2 763 912	- 2 858 157

Les évolutions des postes « Marchandises et matières consommées » d'une part, et « Ventes d'excédents, échanges de lait et ventes de co-produits » d'autre part, sont directement liées aux fluctuations de l'économie laitière.

NOTE 4. FRAIS DE PERSONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois	
	2016	2015
Rémunération du personnel	- 542 447	- 532 681
Charges sociales	- 218 987	- 217 225
Participation des salariés	- 13 944	- 13 251
Personnel extérieur à l'entreprise	- 63 966	- 57 298
Subventions	175	265
	- 839 169	- 820 190

L'effectif moyen, comprenant également le personnel intérimaire, est de 19 307 personnes en 2016 (contre 18 911 en 2015). Cet effectif se répartit à raison de 7 929 personnes en France, 5 873 personnes en Europe (hors France) et 5 505 personnes dans les autres pays.

Les effectifs employés en France se répartissent par catégorie professionnelle à raison de 18 % de cadres, 30 % d'ETAM et 52 % d'ouvriers.

NOTE 5. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

En milliers d'euros	12 mois	
	2016	2015
Dotations aux amortissements	- 121 973	- 118 793
Dotations et reprises de provisions d'exploitation	- 3 294	- 579
	- 125 267	- 119 372

NOTE 6. AUTRES CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION

En milliers d'euros	12 mois	
	2016	2015
Services extérieurs ⁽¹⁾	- 467 664	- 452 342
Impôts et taxes	- 39 231	- 43 967
Autres produits d'exploitation ⁽²⁾	3 985	4 040
	- 502 910	- 492 269

(1) Dont 0,2 million d'euros de frais d'acquisition (0,1 million d'euros en 2015).

(2) Les autres produits d'exploitation comprennent les crédits d'impôt recherche pour 3,9 millions d'euros (4 millions d'euros en 2015).

Parmi le poste « Services extérieurs », les honoraires de commissariat aux comptes représentent 1,9 million d'euros dont 1 million d'euros pour KPMG Audit ID et 0,9 million

d'euros pour PWC Audit, montants équivalents à ceux de 2015. Le montant afférent aux autres prestations rendues n'est pas significatif au titre des exercices 2016 et 2015.

NOTE 7. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

Les « Autres produits et charges opérationnels » comprennent en 2016 des dépréciations nettes de valeurs de certains actifs pour un montant de 13 millions d'euros, des charges nettes de restructurations industrielles pour 3,8 millions d'euros, des litiges, risques fiscaux et indemnités nets représentant un produit de 0,4 million d'euros, des remboursements de sinistres pour 5,8 millions d'euro et divers autres éléments représentant un produit net de 4,5 millions d'euros.

En 2015, ils sont composés de dépréciations nettes de valeurs de certains actifs pour un montant de 10,7 millions d'euros, des charges nettes de restructurations industrielles pour 13,4 millions d'euros, des litiges, risques fiscaux et indemnités nets représentant un produit de 3,1 millions d'euros, une moins-value de 13,2 millions d'euros, suite à la cession de la participation dans la société espagnole CORPORACION ALIMENTARIA PENASANTA SA, et divers autres éléments représentant un produit net de 0,9 million d'euros.

Les pertes de valeurs enregistrées en 2016 et 2015 sont le résultat des tests de dépréciation réalisés soit, sur toutes les unités génératrices de trésorerie qui ont des actifs incorporels à durée d'utilité indéfinie, soit sur les unités génératrices de trésorerie pour lesquelles des indices de pertes de valeur ont été relevés.

Les principales hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité sont relatives :

- aux tendances d'évolutions des principaux marchés ;
- à l'évolution des cours de matières premières : le prix du lait ainsi que les cotations beurre et poudre ;
- aux hypothèses financières en matière de taux de change, de coût des couvertures de change, de taux d'inflation et de taux d'intérêt ;
- à l'évolution des taux d'actualisation.

Les hypothèses retenues sont celles du marché quand l'information est disponible (devises, taux d'intérêt...). Les hypothèses concernant les matières premières sont élaborées collégialement en interne en fonction des tendances historiques corrigées des effets des modifications de situations de marché anticipées par nos spécialistes.

Les taux d'actualisation utilisés dépendent du coût moyen pondéré des capitaux utilisés par le Groupe, majorés de coefficients de risques suivant les zones géographiques où les activités Produits Fromagers et Autres Produits Laitiers sont exercées. Les taux utilisés sont les suivants :

- 4,5 % pour l'Europe de l'Ouest ;
- 5 % pour la France et le Japon ;
- 5,5 % pour les États-Unis ;

- 7 % pour l'Europe du Sud ;
- entre 5,5 % et 9 % pour les pays de l'Europe Centrale et orientale membres de l'Union Européenne ainsi que la Chine et le Chili ;
- entre 11,5 % et 22,5 % pour la Serbie, la Russie, l'Inde, le Brésil, l'Uruguay et l'Égypte ;
- 34,5 % pour l'Argentine ;
- 27 % pour l'Ukraine.

En 2016, les perspectives du plan à long terme tiennent compte des nouvelles évolutions des marchés et de la concurrence, ainsi que du contexte économique difficile de certains pays dont la sortie de crise n'est pas prévisible dans un avenir proche. Celles-ci ont conduit à déprécier des immobilisations corporelles pour 13 millions d'euros dont 11,8 millions d'euros pour le Brésil, 0,5 million pour l'Ukraine et 0,7 million d'euros d'immobilisations corporelles sur diverses autres entités.

À fin décembre 2016, les dépréciations d'actifs cumulées s'élèvent à 71,4 millions d'euros dont essentiellement 25,6 millions d'euros sur l'Europe du Sud, 21,1 millions d'euros sur les différentes UGT de l'Europe de l'Est, 13,4 millions d'euros pour le Brésil, 9,1 millions pour l'Argentine et 2,2 millions d'euros sur les autres UGT.

Au vu de la valeur de réalisation des actifs résiduels sur les UGT sensibles, les effets de sensibilité n'entraîneraient aucune dépréciation complémentaire.

En 2015 les perspectives du plan à long terme ont conduit à déprécier des immobilisations incorporelles pour 9,5 millions d'euros en Argentine et 1,2 million d'euros sur diverses entités.

NOTE 8. RÉSULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	12 mois	
	2016	2015
Charges financières d'intérêts ⁽¹⁾	- 17 886	- 24 119
Commissions bancaires	- 5 105	- 5 646
Autres charges financières nettes	- 4 283	- 5 436
Change net	- 11 004	- 503
CHARGES FINANCIÈRES	- 38 278	- 35 704
Produits financiers ⁽²⁾	10 004	8 620
Protection de taux d'intérêts net ⁽³⁾	206	729
PRODUITS FINANCIERS	10 210	9 349
CHARGES FINANCIÈRES NETTES	- 28 068	- 26 355
Dont charges d'intérêts, net ⁽¹⁾⁺⁽²⁾⁺⁽³⁾	- 7 676	- 14 770

Le résultat financier au 31 décembre 2016 est impacté principalement par l'évolution défavorable du résultat de change net, partiellement compensé par la baisse des

charges financières liée à la réduction de l'endettement net moyen et la baisse des taux court terme en zone euro.

NOTE 9. PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les seules co-entreprises du Groupe sont la société Compagnie des Fromages et RicheMonts (CF&R) en France et sa filiale Sodiaal GmbH en Allemagne détenues à 50 %.

Ce partenariat a été créé début 2008 avec Sodiaal afin de bénéficier de la complémentarité des marques, des moyens industriels, des positions commerciales et des savoir-faire des deux entreprises rapprochées.

Le Groupe détient également des intérêts dans quelques entreprises associées, qui considérées individuellement, n'ont pas de caractère significatif.

En milliers d'euros	12 mois	
	2016	2015
Quote-part dans les résultats avant impôts	9 942	13 502
Quote-part dans les impôts	- 3 227	- 4 566
Quote-part nette	6 715	8 936

Au 31 décembre 2016, la variation du poste Participation dans les co-entreprises et entreprises associées s'explique par :

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Au 1^{er} janvier 2016	126 344	188 561
Variation de périmètre ⁽¹⁾	- 13 299	- 57 853
Résultat de la période	6 715	8 936
Dividendes distribués	- 1 269	- 13 777
Autres	23	219
Variation écart de conversion	- 97	258
SOLDE FIN DE PÉRIODE	118 417	126 344

(1) Au cours de l'exercice 2016, le Groupe a cédé sa participation de 24,94 % dans l'entreprise associée Lacto Sérum France SA.

En 2015, le Groupe a cédé sa participation de 27 % dans l'entreprise associée CAPSA, ainsi que sa participation de 24,8 % dans Andechser Molkerei Scheitz GmbH.

En milliers d'euros	Compagnie des Fromages et RicheMonts	
	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Actifs courants	179 356	169 070
Actifs non courants	172 554	170 063
Actifs	351 910	339 133
Capitaux propres	190 752	181 248
Passifs courants	124 589	123 228
Passifs non courants	36 569	34 657
Passifs et capitaux propres	351 910	339 133
Trésorerie et équivalents de trésorerie	706	916
Passifs financiers courants	2 166	370
Passifs financiers non courants	4 842	4 938

Compagnie des Fromages
et RicheMonts

12 mois

En milliers d'euros

	2016	2015
Chiffre d'affaires	522 689	555 155
Résultat net	11 979	11 823
Autres ajustements	- 25	225
Autres éléments du résultat global	45	467
Résultat global de l'exercice	11 999	12 515

Compagnie des Fromages
et RicheMonts

Au 31 décembre 2016 Au 31 décembre 2015

En milliers d'euros

Dividendes reçus de la co-entreprise ou de l'entreprise associée	- 1 260	- 1 049
--	---------	---------

Réconciliation de ces montants avec la valeur de mise en équivalence :

Compagnie des Fromages
et RicheMonts

Au 31 décembre 2016 Au 31 décembre 2015

En milliers d'euros

Capitaux propres	190 752	181 248
Pourcentage de détention	50 %	50 %
Quote-part de capitaux propres	95 376	90 624
Autres ajustements	5 099	4 610
Valeur des intérêts du Groupe dans la co-entreprise	100 475	95 234
Résultat net des entreprises associées	12 960	12 048
Pourcentage de détention	50 %	50 %
Quote-part de résultat net dans les entreprises associées et ajustements	6 480	6 024
Quote-part des entreprises associées dans les autres éléments du résultat global	23	234

NOTE 10. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

La charge d'impôt sur les résultats se décompose comme suit :

En milliers d'euros	12 mois	
	2016	2015
Impôts courants	- 55 549	- 45 866
Impôts différés	7 856	6 663
	- 47 693	- 39 203

Le montant de l'impôt sur les résultats est différent du montant théorique qui ressortirait du taux d'imposition moyen pondéré applicable aux bénéfices des sociétés consolidés en raison des éléments suivants :

En milliers d'euros	12 mois	
	2016	2015
Résultat avant impôts	159 640	101 223
Impôts théoriques aux taux nationaux applicables aux bénéfices dans les pays concernés	47 807	29 039
Effets d'impôts :		
• retraitement de l'impôt des entreprises associées	- 2 329	- 2 791
• des bénéfices non assujettis à l'impôt et des charges non déductibles ⁽¹⁾	- 4 372	7 597
• des impôts courants et différés liés à la qualification de la CVAE en impôt sur le résultat	5 716	5 681
• des crédits d'impôts	- 823	- 634
• de l'utilisation de pertes fiscales non comptabilisées antérieurement et des dépréciations d'actifs nets d'impôts différés ⁽²⁾	6 721	4 220
• de changement de taux sur les impôts différés ⁽³⁾	- 3 649	12
• autres ⁽⁴⁾	- 1 378	- 3 921
Charge d'impôt sur le résultat comptabilisé	47 693	39 203
Taux moyen pondéré constaté	29,88 %	38,73 %

(1) Les charges non déductibles de 2015 concernaient les impacts de moins-value de cession et des dépréciations.

(2) Les pertes fiscales sont activées en fonction de la probabilité de récupération de ces déficits. En 2016, les perspectives de résultat et de charges d'impôt des trois années à venir de certaines sociétés ont conduit à enregistrer une dépréciation nette de 6,7 millions d'euros, en particulier sur la zone Amérique Latine, contre une dépréciation nette de 4,2 millions d'euros en 2015.

(3) Dont effet sur les impôts différés de la réduction du taux d'impôts de 34,43 % à 28,92 % à horizon 2020 pour un montant de 3,7 millions d'euros.

(4) Dont effet de régularisations de l'administration fiscale sur 2016 et 2015.

Le taux d'impôt applicable en 2016 pour la Société mère qui clôt ses comptes au 31 décembre est de 34,43 % (38 % en 2015).

Le plafonnement des déficits reportables n'a pas entraîné de charge d'impôt supplémentaire sur l'exercice au niveau du Groupe.

NOTE 11. DIVIDENDES PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA par le nombre d'actions ordinaires en circulation au cours

de chaque exercice, hors actions propres rachetées par la Société (cf. note 22).

<i>En milliers d'euros</i>	2016	2015
Résultat revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA	104 494	57 020
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	13 973 253	14 025 093
Résultat de base par action	7,48	4,07

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la levée des options d'achat d'actions octroyées.

<i>En milliers d'euros</i>	2016	2015
Résultat revenant aux actionnaires de SAVENCIA SA	104 494	57 020
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	13 973 253	14 025 093
Effet dilutif des options d'achats	336 018	354 711
Nombre moyen pondéré d'actions ajusté	14 309 271	14 379 804
Résultat dilué par action	7,30	3,97

Les dividendes versés en 2016 et 2015 ont été respectivement de 1 et 0,8 euro par action. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 27 avril prochain de distribuer un dividende de 1,60 euro par action au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2016.

NOTE 12. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>En milliers d'euros</i>	Écarts d'acquisition ⁽¹⁾	Droits de propriété intellectuelle et Marques ⁽²⁾	Autres droits d'exploitation	Total
Au 31/12/2014				
Coût	278 608	228 783	38 882	546 273
Amortissements et dépréciations cumulés	- 9 072	- 80 198	- 18 627	- 107 897
VALEUR NETTE COMPTABLE	269 536	148 585	20 255	438 376
Exercice 2015				
VALEUR NETTE COMPTABLE À L'OUVERTURE	269 536	148 585	20 255	438 376
Différences de conversion	6 727	- 419	108	6 416
Acquisitions		4 357	395	4 752
Cessions		- 36	- 4	- 40
Dépréciation (Note 7)	- 7 424	- 609		- 8 033
Variations de périmètre				
Dotation aux amortissements (Note 5)		- 6 135	- 1 629	- 7 764
VALEUR NETTE COMPTABLE	268 839	145 743	19 125	433 707
Au 31/12/2015				
Coût	281 440	231 619	39 545	552 604
Amortissements et dépréciations cumulés	- 12 601	- 85 876	- 20 420	- 118 897
VALEUR NETTE COMPTABLE	268 839	145 743	19 125	433 707
Exercice 2016				
VALEUR NETTE COMPTABLE À L'OUVERTURE	268 839	145 743	19 125	433 707
Différences de conversion	37	- 2	- 31	4
Acquisitions		4 451	3 707	8 158
Cessions			- 2	- 2
Dépréciation (Note 7)		- 132	- 105	- 237
Variations de périmètre				
Dotation aux amortissements (Note 5)		- 6 083	- 1 384	- 7 467
VALEUR NETTE COMPTABLE	268 876	143 977	21 310	434 163
Au 31/12/2016				
Coût	280 338	236 032	42 556	558 926
Amortissements et dépréciations cumulés	- 11 462	- 92 055	- 21 246	- 124 763
VALEUR NETTE COMPTABLE	268 876	143 977	21 310	434 163

(1) Le montant des écarts d'acquisitions nets relatifs à l'activité « Produits Fromagers » s'élève à 84,2 millions d'euros contre 83,5 millions d'euros au 31 décembre 2015. Le montant des écarts d'acquisition nets relatif à l'activité « Autres Produits Laitiers » s'élève à 184,7 millions d'euros contre 185,3 millions d'euros au 31 décembre 2015.

(2) Le montant de la valeur nette comptable des marques relatif à l'activité « Produits Fromagers » s'élève à 90,6 millions d'euros contre 90,7 millions d'euros au 31 décembre 2015 et le montant de la valeur nette comptable des marques relatif à l'activité « Autres Produits Laitiers » s'élève à 33,7 millions d'euros contre 33,6 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Le total de la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie est de 393,2 millions d'euros au 31 décembre 2016 contre 393,1 millions d'euros au 31 décembre 2015. Elles sont composées des écarts d'acquisition et des marques.

NOTE 13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En milliers d'euros	Terrains	Constructions et aménagements	Installations, techniques, matériel et outillages	Autres	Total
Au 31/12/2014					
Coût	40 954	579 596	1 427 458	286 648	2 334 656
Amortissements et dépréciations cumulés	- 1 447	- 329 334	- 1 018 636	- 126 614	- 1 476 031
VALEUR NETTE COMPTABLE	39 507	250 262	408 822	160 034	858 625
Exercice 2015					
VALEUR NETTE COMPTABLE À L'OUVERTURE	39 507	250 262	408 822	160 034	858 625
Différences de conversion	684	965	301	- 4 552	- 2 602
Acquisitions	1 445	30 521	89 541	25 879	147 386
Cessions	- 180	- 1 043	- 2 334	- 805	- 4 362
Dépréciation (Note 7)	- 180	- 2 259	- 3 437	- 76	- 5 952
Reprise de dépréciation (Note 7)		6	99		105
Variations de périmètre					
Dotation aux amortissements (Note 5)		- 24 731	- 71 579	- 14 719	- 111 029
Impact activités en cours de cession	71	278			349
VALEUR NETTE COMPTABLE	41 347	253 999	421 413	165 761	882 520
Au 31/12/2015					
Coût	42 467	607 400	1 510 794	300 724	2 461 385
Amortissements et dépréciations cumulés	- 1 120	- 353 401	- 1 089 381	- 134 963	- 1 578 865
VALEUR NETTE COMPTABLE ⁽¹⁾	41 347	253 999	421 413	165 761	882 520
Exercice 2016					
VALEUR NETTE COMPTABLE À L'OUVERTURE	41 347	253 999	421 413	165 761	882 520
Différences de conversion	268	1 816	3 529	147	5 760
Acquisitions	1 791	36 149	101 462	32 539	171 941
Cessions	- 19	- 700	- 3 372	- 111	- 4 202
Dépréciation (Note 7)		- 3 295	- 9 058	- 1 137	- 13 490
Reprise de dépréciation (Note 7)	1		128	400	529
Variations de périmètre					
Dotation aux amortissements (Note 5)		- 24 999	- 73 418	- 16 089	- 114 506
Impact activités en cours de cession				6	6
VALEUR NETTE COMPTABLE	43 388	262 970	440 684	181 516	928 558
Au 31/12/2016					
Coût	44 319	644 333	1 604 495	327 768	2 620 915
Amortissements et dépréciations cumulés	- 931	- 381 363	- 1 163 811	- 146 252	- 1 692 357
VALEUR NETTE COMPTABLE ⁽¹⁾	43 388	262 970	440 684	181 516	928 558
Location financement brut	75	3 983	8 391	7 498	19 947
Location financement amortissements		- 3 602	- 7 225	- 3 991	- 14 818
(1) Dont location financement net	75	381	1 166	3 507	5 129

Il a été comptabilisé 46 millions d'euros en 2016 et 42,1 millions d'euros en 2015 au compte de résultat au titre de la location financement de matériels et de biens immobiliers. Des emprunts bancaires sont garantis par des terrains et des constructions pour une valeur de 0,3 million d'euros au 31 décembre 2016, comme au 31 décembre 2015.

Des subventions d'investissement ont été comptabilisées en déduction des immobilisations concernées pour un montant de 7,9 millions d'euros en 2016 et 12,5 millions d'euros en 2015.

Le montant des immobilisations en cours représente 117,9 millions d'euros en 2016 contre 107 millions d'euros au 31 décembre 2015.

NOTE 14. AUTRES ACTIFS FINANCIERS

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Titres disponibles à la vente	7 190	7 456
Titres détenus jusqu'à l'échéance	14 110	14 162
Prêts et créances	17 854	17 036
Dépréciation	- 8 331	- 7 632
	30 823	31 022

La dépréciation concerne essentiellement des participations minoritaires classées en titres détenus jusqu'à échéance.

Les actifs financiers comprennent une participation de 16 % dans la société Les Fromageries Occitanes pour 3 millions d'euros dans laquelle le Groupe ne dispose pas d'influence notable. Les autres participations ne présentent pas de caractère significatif.

NOTE 15. IMPÔTS DIFFÉRÉS

Les impôts différés constatés au bilan reflètent des différences temporelles existant entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et des passifs.

Les impôts différés actifs ont principalement pour origine des dettes fiscales et les engagements de retraite et de prévoyance envers le personnel pour lesquels la déductibilité fiscale est reportée à la date de paiement effective. Ils comprennent également l'effet des pertes fiscales au titre d'exercices antérieurs. Les échéances des pertes fiscales à reporter se situent principalement après 5 ans.

Les impôts différés actifs non reconnus s'établissent à 63,1 millions d'euros au 31 décembre 2016 et à 57,9 millions au 31 décembre 2015. Ils concernent principalement des pertes reportables.

Les impôts différés passifs correspondent principalement aux différences de rythmes d'amortissement constatées, pour les immobilisations corporelles et incorporelles, entre les durées d'utilité utilisées en comptabilité et les incitations fiscales en la matière propres à chaque pays.

Le montant du produit d'impôt différé de l'exercice est de 7,9 millions d'euros, essentiellement liés à l'activation des déficits fiscaux reportables.

Le montant des impôts différés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sur l'exercice 2016 s'élève à 3,6 millions d'euros. Il concerne essentiellement l'impôt différé sur la variation de juste valeur des instruments financiers et des titres disponibles à la vente ainsi que sur les gains et pertes actuariels.

En France, la baisse du taux d'impôt prévue en 2020, compte tenu du planning de reversement des impôts différés, conduit à l'enregistrement dès 2016 d'un produit d'impôt différé net de 3,7 millions d'euros au compte de résultat, réduit les O.C.I. pour 0,2 million d'euros et les capitaux propres de 0,6 million d'euros.

Concernant le classement comptable de la C.V.A.E., le Groupe a décidé de qualifier cette cotisation d'impôt sur le résultat. En conséquence, ceci a conduit à comptabiliser dès le 31 décembre 2009 des impôts différés passifs relatifs aux différences temporelles existant à cette date pour un montant de 3,3 millions d'euros. Depuis 2010, le montant total de la charge courante et différée relative à la C.V.A.E. est présenté sur cette même ligne.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 1 ^{er} janvier 2016	Charges/ Produits	Variation de juste valeur	Gains/ Pertes actuariels	Autres variations	Écarts de conversion	Au 31 décembre 2016
Immobilisations incorporelles et corporelles	- 90 244	- 1 190			- 882	- 846	- 93 162
Provisions	17 761	- 3 329			160	305	14 897
Provisions pour avantages du personnel	22 404	- 134		3 015	328	35	25 648
Instruments financiers	- 3 739	- 4 305	1 095			- 3	- 6 952
Déficits reportables	71 205	13 843				- 883	84 165
Autres impôts différés	9 850	9 589	- 73		- 74	- 17	19 275
Total impôts différés bruts	27 237	14 474	1 022	3 015	- 468	- 1 409	43 871
Impôts différés actifs non reconnus	- 57 859	- 6 618				1 395	- 63 082
TOTAL IMPÔTS DIFFÉRÉS	- 30 622	7 856	1 022	3 015	- 468	- 14	- 19 211
Dont :							
Impôts différés Actifs	26 076						33 368
Impôts différés Passifs	56 698						52 579

NOTE 16. STOCKS ET EN-COURS

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Matières premières, produits en cours de fabrication et matériaux divers	198 872	187 082
Marchandises	18 185	19 804
Produits finis	265 007	243 247
Dépréciation	- 19 603	- 21 062
	462 461	429 071

Les dépréciations concernent essentiellement les stocks de produits intermédiaires et finis.

En 2016, une reprise de dépréciation des stocks a été enregistrée pour 1,8 million d'euros contre une dépréciation de 1,4 million d'euros en 2015.

NOTE 17. CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Clients	670 488	664 605
Créances fiscales (hors IS) et sociales	71 961	72 351
Débiteurs divers	52 751	58 844
Charges constatées d'avance et divers	12 759	10 247
Dépréciation	- 10 912	- 15 726
	797 047	790 321

Le Groupe a peu de risques de crédit sur les comptes clients. D'une part, nos produits sont essentiellement vendus à la grande distribution. D'autre part, il existe des couvertures de ce risque par des contrats d'assurances spécifiques. Seuls les risques non couverts peuvent faire l'objet d'une

dépréciation. Les créances clients non garanties et échues depuis plus de six mois non provisionnées représentent 2,2 millions d'euros au 31 décembre 2016, contre 0,8 million d'euros au 31 décembre 2015.

En 2016, une reprise de dépréciation du poste clients de 0,9 million d'euros a été enregistrée, contre une dépréciation de 2,4 millions d'euros en 2015.

Les charges constatées d'avance correspondent principalement à la quote-part des primes d'assurances et aux loyers payés d'avance relatifs à l'exercice suivant.

NOTE 18. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ACTIFS

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2016		Échéance 2017		Échéance > 2017	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
Couvertures de juste valeur						
Matières premières	1 072		1 072			
Swaps de taux d'intérêt ⁽¹⁾	15 959	126 758			15 959	126 758
Option de taux						
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	5 253	137 714	5 253	137 714		
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽²⁾	2 294	445 000		225 000	2 294	220 000
Dérivés sur matières premières	623		623			
	25 201		6 948		18 253	
Dont classés en actifs courants	6 948		6 948			
Dont classés en actifs non courants	18 253				18 253	

(1) Échéance 2025 et 2026.

(2) Échéance 2017 pour 225 000, 2018 pour 170 000, 2019 pour 20 000 et 2020 pour 30 000.

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2015		Échéance 2016		Échéance > 2016	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
Couvertures de juste valeur						
Matières premières	749		749			
Swaps de taux d'intérêt ⁽¹⁾	14 702	121 705			14 702	121 705
Options de taux						
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	2 761	58 985	2 761	58 985		
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽²⁾	2 424	425 000			2 424	425 000
Dérivés sur matières premières	147		147			
	20 783		3 657		17 126	
Dont classés en actifs courants	3 657		3 657			
Dont classés en actifs non courants	17 126				17 126	

(1) Échéance 2025 et 2026.

(2) Échéance 2017 pour 225 000, 2018 pour 150 000, 2019 pour 20 000 et 2020 pour 30 000.

NOTE 19. AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

Sont classés dans cette catégorie les placements en OPCVM, FCP et titres qui, bien que d'échéances inférieures à un an, ne remplissent pas l'ensemble des critères qui permettent de les classer en équivalents de trésorerie.

L'analyse de la conformité aux critères est menée sur la base des informations contenues dans le prospectus d'émission de chaque OPCVM ainsi que sur l'historique de l'évolution de leur valeur liquidative.

NOTE 20. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Trésorerie	212 400	175 448
Équivalents de trésorerie	218 424	195 640
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	430 824	371 088

Les équivalents de trésorerie comprennent essentiellement des actifs disponibles à la vente (SICAV, FCP et DAT).

La trésorerie dont l'évolution est détaillée dans le tableau des flux de trésorerie se réconcilie comme suit, avec les bilans consolidés présentés.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	430 824	371 088
Concours bancaires courants et comptes courants financiers	- 40 032	- 123 866
TRÉSORERIE NETTE	390 792	247 222

NOTE 21. DÉTAIL PAR NATURE DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

<i>En milliers d'euros</i>	12 mois					
	2016			2015		
	Montant avant IS	Effet d'impôt	Montant net d'impôt	Montant avant IS	Effet d'impôt	Montant avant IS
Écarts de conversion	22 078		22 078	8 007		8 007
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	- 1 441	495	- 946	8 015	- 2 759	5 256
Variation de juste valeur des flux futurs de trésorerie	- 3 364	527	- 2 837	3 832	- 1 321	2 511
Autres mouvements		- 468	- 468			
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments recyclables	- 97		- 97	258		258
Total des éléments recyclables en résultat net	17 176	554	17 730	20 112	- 4 080	16 032
Gains et pertes actuariels liés aux régimes de retraite	- 10 693	3 015	- 7 678	12 376	- 4 276	8 100
Quote-part des entreprises associées et co-entreprises sur éléments non recyclables	35	- 12	23	356	- 122	234
Total des éléments non recyclables en résultat net	- 10 658	3 003	- 7 655	12 732	- 4 398	8 334
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	6 518	3 557	10 075	32 844	- 8 478	24 366

NOTE 22. CAPITALS PROPRES

En milliers d'euros	Évolution du capital apporté				Total
	Nombre d'actions en circulation	Actions ordinaires	Primes d'émission	Actions propres	
SOLDE AU 01/01/2015	14 022 698	14 033	81 252	- 571	94 714
Plan d'options d'achats d'actions					
• Valeur des services rendus			226		226
• Cession d'actions propres	12 000			- 775	- 775
• Rachat d'actions propres	- 23 737				
SOLDE AU 31/12/2015	14 010 961	14 033	81 478	- 1 346	94 165
• Cession d'actions propres	3 000				
• Rachat d'actions propres	- 127 885			- 7 209	- 7 209
SOLDE AU 31/12/2016	13 886 076	14 033	81 478	- 8 555	86 956

En milliers d'euros	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs disponibles à la vente	Gains et pertes actuariels	Différences de conversion	Total
SOLDE AU 01/01/2015	- 7 990	- 1 945	- 20 682	- 13 956	- 44 573
Réévaluation – brut		8 015			8 015
Réévaluation – impôts		- 2 759			- 2 759
Réévaluation – entreprises associées					
Couverture de flux futurs de trésorerie					
• Variations de juste valeur de l'exercice	3 832				3 832
• Impôts sur les pertes de juste valeur	- 1 321				- 1 321
Gains et pertes actuariels - brut			11 957		11 957
Gains et pertes actuariels - Impôts			- 4 199		- 4 199
Écarts de conversion					
• Groupe				4 889	4 889
• Entreprises associées				258	258
SOLDE AU 31/12/2015	- 5 479	3 311	- 12 924	- 8 809	- 23 901
Réévaluation – brut		- 1 441			- 1 441
Réévaluation – impôts		495			495
Réévaluation – entreprises associées					
Couverture de flux futurs de trésorerie					
• Variations de juste valeur de l'exercice	- 3 364				- 3 364
• Impôts sur les pertes de juste valeur	527				527
Gains et pertes actuariels - brut			- 9 898		- 9 898
Gains et pertes actuariels - Impôts			2 855		2 855
Écarts de conversion					
• Groupe				21 989	21 989
• Entreprises associées				- 97	- 97
SOLDE AU 31/12/2016	- 8 316	2 365	- 19 967	13 083	- 12 835

Le capital social, entièrement libéré au 31 décembre 2016, est composé de 14 032 930 actions d'une valeur nominale de 1 euro.

Un droit de vote double est attribué à toute action pour laquelle il est justifié d'une inscription en compte nominatif depuis 6 ans au moins au nom du même actionnaire.

Au 31 décembre 2016, SAVENCIA SA détient 146 854 actions propres (21 969 au 31 décembre 2015) dont 2 515 actions détenues dans le cadre du contrat de liquidité (4 769 actions en 2015). Les différents plans d'option d'achat d'actions représentent 287 780 actions au 31 décembre 2016 (337 280 au 31 décembre 2015). Les primes d'émission d'un montant de 81 479 milliers d'euros au 31 décembre 2016, comprennent la réserve légale pour 1 613 milliers d'euros, diverses primes d'émission et de fusion pour 73 610 milliers d'euros et les options d'achat d'actions pour 6 256 milliers d'euros.

Des options d'achat d'actions ont été attribuées à certains mandataires sociaux, et/ou dirigeants de la Société ou des sociétés affiliées du Groupe. Le prix d'exercice des options octroyées est égal à la moyenne des cours cotés aux 20 séances de Bourse précédant la date d'octroi des options. Elles peuvent être exercées pendant les 10 ans qui suivent la date d'octroi avec une période de blocage des 12 premiers mois. À partir du plan 2006, la période de blocage est de 4 ans et les cessions ne sont possibles qu'au-delà de la 6^e année.

Le nombre d'options en circulation et leur prix d'exercice moyen pondéré sont détaillés ci-après :

	2016		2015	
	Prix d'exercice moyen pondéré (euro par action)	Options	Prix d'exercice moyen pondéré (euro par action)	Options
Au 1 ^{er} janvier	52,99	337 280	52,54	363 780
Exercées	47,90	- 3 000	45,56	- 12 000
Annulées	67,45	- 50 000	47,91	- 14 500
Au 31 décembre	50,50	284 280	52,99	337 280

Les dates d'expiration et les prix d'exercice des options d'achat d'actions en circulation à la clôture sont détaillés ci-après :

	Prix d'exercice en euro par action	Options en circulation	
		2016	2015
14 décembre 2016	68,73		46 500
12 décembre 2017	75,84	59 500	59 500
11 décembre 2018	42,78	54 780	55 280
16 décembre 2019	51,14	31 500	32 000
16 décembre 2020	57,11	69 500	71 000
15 décembre 2021	46,87	69 000	73 000

NOTE 23. INTÉRÊTS DES DÉTENTEURS DE PARTICIPATIONS NE CONFÉRANT PAS LE CONTRÔLE DANS LES ACTIVITÉS ET FLUX DE TRÉSORERIE DU GROUPE

Les participations ne conférant pas le contrôle s'analysent comme suit :

Participation ne conférant pas le contrôle (i.e. la part des minoritaires)

	Compagnie Laitière Européenne		Autres		TOTAL	
	12 mois		12 mois		12 mois	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015
<i>En milliers d'euros</i>						
% des droits de vote	14,14 %	14,14 %				
% d'intérêts détenus par les actionnaires minoritaires	15,42 %	15,42 %				
Quote-part de résultat revenant aux minoritaires	1 656	- 633	5 797	5 674	7 453	5 041
Autres éléments du résultat global revenant aux minoritaires	- 454	551	- 69	3 634	- 523	4 185
Montant du résultat global revenant aux minoritaires	1 202	- 82	5 728	9 308	6 930	9 226
Montant cumulé des intérêts minoritaires	71 946	71 741	29 366	27 990	101 312	99 731
Dividendes versés aux minoritaires	942	969	1 653	4 348	2 595	5 317

Informations financières en IFRS sur base 100 % avant opérations internes :

BILAN

En milliers d'euros

	Compagnie Laitière Européenne	
	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Actifs courants	566 968	534 720
Actifs non courants	566 839	534 389
ACTIFS	1 133 807	1 069 109
Capitaux propres	421 959	413 402
Passifs courants	508 608	508 703
Passifs non courants	203 240	147 004
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	1 133 807	1 069 109

COMPTE DE RÉSULTAT

En milliers d'euros

	12 mois	
	2016	2015
Chiffre d'affaires	1 488 056	1 509 850
Résultat net	10 927	- 8 317
Résultat global de l'exercice	9 500	- 6 173

NOTE 24. PROVISIONS

En milliers d'euros	Départs à la retraite, pensions et médailles du travail	Restructurations	Autres risques et charges	Total
Au 1^{er} janvier 2015	91 645	15 573	15 153	122 371
Différences de conversion	500	- 16	- 406	78
Constitution de provisions	8 454	5 557	4 734	18 745
Emplois	- 4 761	- 7 520	- 9 999	- 22 280
Variations des écarts actuariels	- 12 379			- 12 379
Autres variations	5			5
Au 31 décembre 2015	83 464	13 594	9 482	106 540
Différences de conversion	- 292	- 203	117	- 378
Constitution de provisions ⁽¹⁾	5 290	1 447	8 013	14 750
Emplois ⁽²⁾	- 8 708	- 6 971	- 5 354	- 21 033
Variations des écarts actuariels ⁽³⁾	10 721			10 721
Autres variations	9			9
Au 31 décembre 2016	90 484	7 867	12 258	110 609

(1) Les dotations aux provisions pour restructuration concernent des plans de rationalisation engagés à l'étranger.

Les dotations aux provisions pour autres risques et charges concernent des provisions pour litige pour 5,2 millions d'euros, ainsi que d'autres provisions pour risques et charges pour 2,8 millions d'euros.

(2) Les reprises de provisions pour restructuration s'élèvent à 7 millions d'euros dont 5,5 millions d'euros de provisions utilisées et 1,5 million d'euros devenues sans objets.

Les reprises de provisions pour autres risques et charges utilisées s'élèvent à 3,3 millions d'euros dont 1,8 million d'euros relatives à des provisions pour litiges. Les reprises de provisions devenues sans objet représentent 2,1 millions d'euros, essentiellement des reprises de provisions pour litiges.

(3) Variation essentiellement liée à l'évolution des taux d'actualisation.

Les provisions pour risques et litiges sont destinées à couvrir chaque risque et chaque litige identifiés. Pour ce qui est des litiges nés, en liaison avec ses avocats et conseils, le Groupe ne constitue une provision que lorsqu'il estime probable une issue défavorable.

Au 31 décembre 2016, les principaux risques et litiges provisionnés concernent les restructurations pour 7,9 millions d'euros (décembre 2015 : 13,6 millions d'euros), des litiges sociaux pour 5,7 millions d'euros (décembre 2015 : 4,3 millions d'euros), des risques et litiges commerciaux pour 1,1 million d'euros (décembre 2015 : 0,6 million d'euros), des litiges fiscaux pour 1,8 million d'euros (décembre 2015 : 1,9 million d'euros) et divers risques pour 3,7 millions d'euros (décembre 2015 : 2,7 millions d'euros).

Description générale des régimes de retraite

Les avantages postérieurs à l'emploi accordés par le Groupe varient en fonction des obligations légales de chaque entité. Ils comprennent des régimes à cotisations définies et des régimes à prestations définies.

Régimes à cotisations définies

Ces régimes se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les charges relatives à ces

plans correspondent aux cotisations payées pendant la période de référence.

Régimes à prestations définies

Ces régimes se caractérisent par une obligation de l'employeur à l'égard de ses salariés et donnent lieu à la comptabilisation de provisions.

L'engagement est calculé selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte d'hypothèses actuarielles concernant les variables démographiques, économiques et financières. L'évaluation est réalisée périodiquement par des actuaires indépendants.

Ces régimes à prestations définies essentiellement composés des indemnités de fin de carrière et de régimes de retraite supplémentaire à prestations définies, sont soit en partie préfinancés, soit non préfinancés.

Les régimes en partie préfinancés sont situés essentiellement en France, Allemagne, Royaume-Uni, Belgique et États-Unis. Ces obligations sont préfinancées par des cotisations employeurs et éventuellement employés auprès d'organismes extérieurs notamment des compagnies d'assurance.

Les régimes non préfinancés sont essentiellement des régimes d'indemnités de fin de carrière ou d'autres avantages postérieurs à l'emploi dont les droits ne sont acquis que si l'employé est dans le Groupe au moment de son départ en retraite.

Pour les départs à la retraite, pensions et médailles du travail, les hypothèses utilisées sont fonction des pays et des règlements. Elles se résument de la façon suivante :

	France		Allemagne		USA ⁽²⁾		UK		Belgique	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Taux d'actualisation ⁽¹⁾	1,40 %	2,00 %	1,40 %	2,00 %		4,23 %	2,80 %	3,80 %	1,15 % à 1,50 %	1,60 %
Taux d'inflation	1,80 %	1,80 %	1,80 %	1,80 %			3,40 %	3,20 %	1,80 %	1,80 %
Taux de croissance des salaires	2,00 %	2,00 %	3,00 %	3,00 %					1,80 %	1,80 %

(1) 0,4 % pour les régimes de rente et les médailles du travail en 2016 (1,39 % en 2015).

(2) Le plan de pension aux USA a été liquidé en novembre 2016.

Le taux d'actualisation a pour référence l'indice IBOXX AA10+ correspondant au taux d'émission des obligations des entreprises de première catégorie pour la France et l'Allemagne.

La sensibilité du taux d'actualisation de plus 0,50 % diminuerait l'engagement de l'ordre de 4 millions d'euros pour la France, de 6,8 millions d'euros pour l'Allemagne.

La sensibilité du taux d'inflation de plus 0,50 % augmenterait l'engagement de 4,4 millions d'euros pour la France, 2,5 millions d'euros pour l'Allemagne.

Les taux de rendement attendus des actifs sont évalués en fonction des taux d'actualisation respectifs de chaque pays conformément à la norme IAS 19 révisée.

Les hypothèses se rapportant aux taux de mortalité sont issues des données statistiques publiées et des données historiques de chaque pays. L'âge de départ à la retraite est celui des règlements en vigueur dans chaque pays.

Évolution des engagements

	2016	2015
ENGAGEMENTS À L'OUVERTURE	198 029	199 924
Charge d'intérêt	5 074	4 980
Coût des services rendus	6 697	6 734
Coût des services passés acquis	- 76	- 22
Écarts actuariels liés aux hypothèses démographiques	4	- 119
Écarts actuariels liés aux hypothèses financières	13 426	- 12 571
Écarts actuariels liés aux écarts d'expérience	- 871	- 798
Prestations payées	- 3 853	- 5 589
Transfert interne	9	35
Taxes et charges administratives	- 103	- 104
Différences de conversion	- 1 977	5 451
Autres mouvements *	- 52 559	108
ENGAGEMENTS À LA CLÔTURE	163 800	198 029

Évolution des actifs de couverture

	2016	2015
ACTIFS À L'OUVERTURE	114 565	108 279
Rendement des fonds	3 168	3 169
Prestations servies par le fonds	- 3 179	- 3 882
Cotisations aux fonds par les sociétés du Groupe	7 470	3 056
Taxes et charges administratives	- 165	- 163
Différences de conversion	- 1 685	4 950
Pertes/Gains actuariels	1 838	- 1 109
Autres mouvements *	- 48 696	265
ACTIFS À LA CLÔTURE	73 316	114 565

* Le plan de pension US a été liquidé en novembre 2016. Le fond a été transféré à une compagnie d'assurance. L'impact net de la sortie est de 1,4 million d'euros sur le résultat global avant impôts.

Charges de l'exercice	2016	2015
Coûts des services rendus	6 697	6 734
Coûts des services passés	- 76	- 22
Charge exceptionnelle	137	- 34
TOTAL COÛTS DES SERVICES	6 758	6 678
Charge d'intérêt	5 074	4 980
Rendement des fonds	- 3 168	- 3 169
TOTAL INTÉRÊTS NETS	1 906	1 811
Autres mouvements *	- 3 374	- 34
CHARGES DE L'EXERCICE	5 290	8 454

* Le plan de pension US a été liquidé en novembre 2016. Le fond a été transféré à une compagnie d'assurance. L'impact net de la sortie est de 1,4 million d'euros sur le résultat global avant impôts.

Gains et pertes actuariels à l'ouverture impactant le résultat global	2016	2015
Montants reconnus au cours de l'exercice :		
• Gains et pertes liés aux hypothèses démographiques	4	- 119
• Gains et pertes liés aux hypothèses financières	13 426	- 12 571
• Gains et pertes liés aux écarts d'expérience	- 871	- 798
• Gains et pertes sur les actifs (autres que les produits financiers)	- 1 838	1 109
GAINS ET PERTES ACTUARIELS À LA CLÔTURE IMPACTANT LE RÉSULTAT GLOBAL	10 721	- 12 379

Évolution des provisions	2016	2015
PROVISIONS À L'OUVERTURE	83 464	91 645
Charge de l'exercice	5 290	8 454
Gains et pertes actuariels à la clôture impactant le résultat global	10 721	- 12 379
Prestations directement payées par l'employeur	- 674	- 1 705
Différences de conversion	- 292	500
Cotisations aux fonds par les sociétés du Groupe	- 7 470	- 3 056
Transferts et autres mouvements	- 555	5
PROVISIONS À LA CLÔTURE	90 484	83 464

Réconciliation des engagements nets et des provisions	2016	2015
ENGAGEMENTS NETS	163 800	198 029
Actifs des régimes	- 73 316	- 114 565
PROVISIONS À LA CLÔTURE	90 484	83 464

* Le plan de pension US a été liquidé en novembre 2016. Le fond a été transféré à une compagnie d'assurance. L'impact net de la sortie est de 1,4 million d'euros sur le résultat global avant impôts.

Au 31 décembre 2016, la valeur actuarielle de l'obligation est égale à 163,8 millions d'euros et se décompose comme suit :

- 25,6 millions d'euros liés à des régimes entièrement non financés ;
- 138,2 millions d'euros liés à des régimes partiellement financés.

Le montant des cotisations pour 2017 pour les sociétés françaises est de 1,2 million d'euros.

La plupart des sociétés du Groupe ont externalisé tout ou partie de leurs engagements d'indemnité de fin de carrière au sein d'un contrat d'assurance.

Le montant estimé des principaux fonds externalisés au 31 décembre 2016 est ventilé comme suit :

	France		Allemagne		USA		UK		Belgique	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Instruments de capitaux propres	37,0 %	37,0 %	8,2 %	7,0 %			36,1 %	33,4 %		
Instruments d'emprunts	55,0 %	55,0 %	45,5 %	52,0 %			50,8 %	47,5 %		
Immobilier	5,0 %	5,0 %	11,5 %	12,0 %			12,3 %	13,3 %		
Contrats d'assurances						100,0 %			100,0 %	100,0 %
Autres	3,0 %	3,0 %	34,8 %	29,0 %			0,8 %	5,8 %		

NOTE 25. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

	Au 31 décembre			Au 31 décembre		
<i>En milliers d'euros</i>	2016	Non courant	Courant	2015	Non courant	Courant
Emprunts auprès d'établissements financiers et autres	546 698	15 339	531 359	454 481	15 435	439 046
Comptes courants bloqués de la participation	14 725	11 570	3 155	14 532	12 403	2 129
Emprunts obligataires	187 599	166 758	20 841	182 473	161 705	20 768
Contrats de crédit-bail	3 997	2 906	1 091	4 900	3 896	1 004
Concours bancaires courants	38 901		38 901	122 899		122 899
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES À LA CLÔTURE	791 920	196 573	595 347	779 285	193 439	585 846

Le Groupe dispose des lignes de crédits confirmés à long terme non utilisées pour couvrir l'utilisation des crédits à court terme.

En 2014, le Crédit Syndiqué a été renouvelé pour une période allant jusqu'à sept ans.

Les « Emprunts auprès d'établissements financiers », pour le non-courant, correspondent à des tirages sur des lignes de crédit accordées notamment dans le cadre du Crédit Syndiqué mis en place en 2014.

La ligne « Emprunts obligataires » comprend trois emprunts privés. Le premier émis en 2003, d'un montant nominal de 100 millions d'euros et remboursable par cinquième à compter de 2014, le second émis en 2011 et 2013 échéances 2025 et 2026, d'un montant nominal de 132,5 millions de dollars, remboursable progressivement à compter du 22 novembre 2019 et le troisième émis en 2016 d'un montant nominal de 20 millions d'euros, remboursable par cinquième à compter de 2027.

Pour l'exercice 2016, l'encours moyen des emprunts auprès des établissements de crédit est de 938 millions d'euros.

Le taux moyen des emprunts s'élève à 2,6 % en 2016, protections de taux et commissions bancaires incluses.

Dans le but de maîtriser l'impact de la variation des taux d'intérêt sur ses résultats, le Groupe a mis en place une politique d'échange de taux et de contrats optionnels couvrant la totalité des encours de financement net en euros à taux variable à moyen et long terme. Les taux variables utilisés par le Groupe sont principalement Euribor et Eonia.

Afin de maîtriser l'impact de la variation du dollar de l'emprunt en devise, le Groupe a mis en place une couverture de change couvrant la totalité des flux de l'emprunt émis en dollar.

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Exigibles dans un délai d'un an	595 347	585 846
Au cours de la 2 ^e et jusqu'à la 5 ^e année y compris	76 429	87 655
Au-delà de la 5 ^e année	120 144	105 784
	791 920	779 285

Répartition par devise :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
EUR	615 098	577 280
JPY	1 890	2 522
USD	142 493	138 342
Autres	32 439	61 141
	791 920	779 285

Répartition par type de taux d'intérêt :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Dettes financières à taux fixe	228 342	228 234
Dettes financières à taux variable	563 578	551 051
	791 920	779 285

Les coûts de financement des dettes à taux variables sont assis sur l'Euribor ou l'Eonia majorés de marges inférieures ou égales à 100 points de base.

La répartition ci-dessus s'entend avant effet des protections de taux (note 28).

L'évolution de l'endettement brut se présente comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
EMPRUNTS À L'OUVERTURE	779 285	957 169
Émission d'emprunts	130 824	8 307
Remboursement d'emprunts	- 39 829	- 179 554
Variation des concours bancaires et comptes courants financiers	- 78 355	- 6 742
Variation des locations-financement	- 880	- 663
Écarts de conversion	875	768
EMPRUNTS À LA CLÔTURE	791 920	779 285

L'endettement financier brut augmente de 12,6 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015. Compte tenu des placements classés en autres actifs financiers courants nets de la trésorerie active, l'endettement net baisse de 41,2 millions d'euros avec un solde net de 348,6 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Certains crédits sont assortis de clauses imposant le respect d'un ratio financier de *leverage*. Ce ratio porte sur un montant maximum d'endettement calculé en proportion de l'EBITDA courant. L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant avant les dotations et reprises d'amortissements et provisions d'exploitation.

Ce ratio est toujours respecté.

Pour le calcul du ratio financier, la dette financière nette applicable au Crédit Syndiqué et à la majorité des contrats bilatéraux, est déterminée comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Emprunts et dettes non courants auprès des établissements financiers	- 196 573	- 193 439
Emprunts et concours bancaires	- 595 347	- 585 846
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	- 791 920	- 779 285
Autres actifs financiers courants	12 466	18 394
Trésorerie et équivalents trésorerie	430 824	371 088
ENDETTEMENT NET	- 348 630	- 389 803
Actions en auto-détention	8 557	1 346
DETTE FINANCIÈRE NETTE	- 340 073	- 388 457

NOTE 26. AUTRES PASSIFS NON COURANTS

Les autres passifs non courants correspondent au montant des options d'achat et de vente accordées aux détenteurs de participation ne détenant pas le contrôle.

Le mouvement sur la période est lié pour l'essentiel aux variations de juste valeur des autres options sur titres de sociétés consolidées.

NOTE 27. FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Fournisseurs d'exploitation *	668 519	638 577
Fournisseurs d'immobilisations	5 069	4 504
Dettes fiscales (hors IS) et sociales	211 495	208 510
Produits constatés d'avance	618	548
Autres	46 986	40 321
	932 687	892 460

* L'évolution du poste Fournisseurs d'exploitation est en lien avec l'accroissement du niveau d'activité sur certains marchés et à l'évolution des prix des matières premières.

NOTE 28. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS PASSIFS

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2016		Échéance 2017		Échéance > 2017	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
Couvertures de juste valeur						
Matières premières						
Swaps de taux d'intérêt						
Options de taux						
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	3 172	99 623	3 172	99 623		
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽¹⁾	6 559	90 000			6 559	90 000
Dérivés sur matières premières	621		621			
	10 352		3 793		6 559	
Dont classés en passifs courants	3 793		3 793			
Dont classés en passifs non courants	6 559				6 559	

(1) Échéance 2020 pour 90 000.

En milliers d'euros	Au 31 décembre 2015		Échéance 2016		Échéance > 2016	
	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	Notionnel
Couvertures de juste valeur						
Matières premières						
Swaps de taux d'intérêt						
Options de taux						
Instruments de transactions						
Dérivés sur devises	1 047	11 072	1 047	11 072		
Dérivés sur taux d'intérêts ⁽¹⁾	6 847	110 000			6 847	110 000
Dérivés sur matières premières	146		146			
	8 040		1 193		6 847	
Dont classés en passifs courants	1 193		1 193			
Dont classés en passifs non courants	6 847				6 847	

(1) Échéance 2018 pour 20 000 et 2020 pour 90 000.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques du marché, principalement le risque de taux d'intérêt provenant des emprunts, et le risque de change portant sur des transactions commerciales futures.

Concernant les couvertures de juste valeur sur les swaps de taux d'intérêts et sur les matières, les couvertures sont 100 % efficaces. Il n'y a donc aucune charge ou produit enregistré sur la partie inefficace.

Les couvertures de change ainsi que les couvertures de taux sont traitées en IFRS en instruments de transactions.

Couverture de risque de taux

Les couvertures de flux de trésorerie sont traitées en instruments de transactions depuis 2008 à l'exception de l'emprunt en USD. Celui-ci a été considéré comme une couverture de flux de trésorerie impactant les capitaux propres.

La politique de couverture de risque de taux préconise l'utilisation d'options de taux et/ou de swap de taux classés en instruments de transaction.

Le Groupe a mis en place en 2013 des swaps de taux d'intérêts (60 millions d'euros) à départ décalé de deux ans. Ces swaps ont été opérationnels à partir du mois d'août 2015 et protégeront le Groupe d'une hausse des taux jusqu'en 2020.

L'impact de cette politique sur la répartition des emprunts et dettes financières à taux fixe ou variable est le suivant :

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES	Euros			Autres			Total		
	Taux fixes	Taux Variables	Total	Taux fixes	Taux Variables	Total	Taux fixes	Taux Variables	Total
Avant protection de taux	80 456	534 642	615 098	147 886	28 936	176 822	228 342	563 578	791 920
• Swap	60 000	- 60 000					60 000	- 60 000	
• Cap	255 000	- 255 000					255 000	- 255 000	
• Collar									
Après protection de taux	395 456	219 642	615 098	147 886	28 936	176 822	543 342	248 578	791 920
Autres actifs financiers courants		993	993		11 473	11 473		12 466	12 466
Trésorerie et équivalents de trésorerie		286 593	286 593		144 231	144 231		430 824	430 824
TOTAL TRÉSORERIE NETTE ACQUISE		287 586	287 586	-	155 704	155 704	-	443 290	443 290

Analyse de la sensibilité à la hausse des taux d'intérêts court terme au 31 décembre 2016 :

Une variation de + 1 % des taux court terme aurait un impact sur la dette brute variable du Groupe de 5 millions d'euros.

Cette hausse des taux court terme aurait également un impact sur les placements court terme à taux variable estimé à 4,4 millions d'euros. L'impact global d'une hausse des taux court terme sur le résultat financier du Groupe serait alors de 0,6 million d'euros.

Couverture de risque de change

Contrats à terme et options - couverture latente au 31 décembre 2016.

Le Groupe est principalement exposé aux risques de variation des devises suivantes : yuan, yen, dollar US, livre sterling, franc suisse et real brésilien.

Convention de signe : + achat de la devise - vente de la devise

En milliers de devises	Total devise 1		Total devise 2		Couverture en milliers d'euros	Contre-valeur euro devise 1		Fixing au 31/12/2016
CNY USD	- 136 916	CNY	20 038	USD	864	- 18 831	EUR	6,9555
JPY EUR	- 1 978 342	JPY	16 508	EUR	516	- 16 211	EUR	122,0400
CNY EUR	- 409 289	CNY	54 396	EUR	504	- 56 294	EUR	7,2706
GBP EUR	- 33 946	GBP	39 421	EUR	386	- 39 796	EUR	0,8530
USD EUR	- 54 284	USD	50 295	EUR	- 373	- 51 932	EUR	1,0453
BRL USD	- 45 958	BRL	13 128	USD	- 53	- 13 483	EUR	3,2609
CHF EUR	- 15 196	CHF	14 109	EUR	- 25	- 14 184	EUR	1,0714
Autres devises					262	- 26 606	EUR	
TOTAL					2 081	- 237 337	EUR	

Analyse de la sensibilité à la variation des devises : une variation de 1 % des principales devises (CNY, USD, GBP, BRL, JPY et CHF), à partir d'un cours de référence du

31 décembre 2016, aurait un impact de 2,1 millions d'euros sur le résultat financier du Groupe.

Le tableau suivant indique la valeur comptable des instruments financiers actifs et passifs par classe et par catégorie comptable, ainsi que leur juste valeur :

ACTIF	Instruments financiers par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture ⁽²⁾	Actifs/Passifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Actifs disponibles à la vente ⁽²⁾	Actifs détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
<i>En milliers d'euros</i>								
Au 31 décembre 2016								
Titres de participation				3 701			3 701	3 701
Actifs financiers de transaction long terme			3 489				3 489	3 489
Prêts et créances financières long terme					6 378	17 255	23 633	23 633
Autres actifs financiers non courants			3 489	3 701	6 378	17 255	30 823	30 823
Dérivés sur taux	2 294	15 959					18 253	18 253
Instruments financiers dérivés non courants	2 294	15 959					18 253	18 253
Créances clients						660 206	660 206	660 206
Prêts et créances financières court terme						3 351	3 351	3 351
Dérivés de couverture sur matières premières		1 072					1 072	1 072
Autres dérivés sur matières premières	623						623	623
Autres dérivés sur change	5 253						5 253	5 253
Instruments financiers dérivés courants	5 876	1 072					6 948	6 948
Actifs financiers de transaction court terme				12 465		1	12 466	12 466
Comptes courants financiers						27	27	27
Disponibilités						212 373	212 373	212 373
Équivalents de trésorerie			218 420				218 420	218 420
Actifs disponibles à la vente				4			4	4
Trésorerie et équivalents trésorerie			218 420	4		212 400	430 824	430 824
TOTAL ACTIF	8 170	17 031	221 909	16 170	6 378	893 213	1 162 871	1 162 871

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

Les évaluations de juste valeur sont classées à différents niveaux de la hiérarchie de la juste valeur, en fonction des données d'entrées utilisées dans la technique d'évaluation. Les différents niveaux sont définis ainsi :

- Niveau 1 : il existe des cours (non ajustés) sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques, auxquels le Groupe peut avoir accès à la date d'évaluation ;
- Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement ;

- Niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

La détermination, par le Groupe, de la juste valeur de niveau 2 pour les instruments financiers dérivés de gré à gré repose sur les cotations des établissements financiers. Le Groupe s'assure que ces cotations sont raisonnables et que les justes valeurs reflètent le risque de crédit de l'instrument et intègrent des ajustements pour prendre en compte le risque de crédit du Groupe et de la contrepartie le cas échéant.

Au cours de l'exercice, le Groupe n'a pas procédé à des transferts de niveaux de hiérarchie de la juste valeur.

PASSIF	Instruments financiers par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture ⁽²⁾	Actifs/ Passifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Passifs au coût amorti	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
<i>En milliers d'euros</i>						
Au 31 décembre 2016						
Emprunts obligataires				166 758	166 758	166 758
Autres emprunts et dettes				29 815	29 815	29 815
Emprunts et dettes financières non courantes				196 573	196 573	196 573
Dettes liées aux options de ventes accordées aux intérêts des participations ne conférant pas le contrôle			36 197		36 197	36 197
Autres			7		7	7
Autres passifs non courants			36 204		36 204	36 204
Autres dérivés sur taux	6 559				6 559	6 559
Instruments financiers dérivés non courants	6 559				6 559	6 559
Fournisseurs				668 519	668 519	668 519
Dépôt et cautionnements reçus				870	870	870
Autres dérivés sur matières premières	621				621	621
Autres dérivés sur devises	3 172				3 172	3 172
Instruments financiers dérivés courants	3 793				3 793	3 793
Dettes financières courantes				555 323	555 323	555 323
Comptes courants financiers				1 122	1 122	1 122
Concours bancaires courants				38 902	38 902	38 902
Emprunts et dettes financières courantes				595 347	595 347	595 347
TOTAL PASSIF	10 352		36 204	1 461 309	1 507 865	1 507 865

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

Le Groupe a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux risques du marché, principalement le risque de taux d'intérêt provenant des emprunts, et le risque de change portant sur des transactions commerciales futures.

Concernant les couvertures de juste valeur sur les swaps de taux d'intérêts et sur les matières premières, les couvertures sont 100 % efficaces. Il n'y a donc aucune charge ou produit enregistré sur la partie inefficace.

ACTIF

En milliers d'euros

Au 31 décembre 2015

	Instruments financiers par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture ⁽²⁾	Actifs/Passifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Actifs disponibles à la vente ⁽²⁾	Actifs détenus jusqu'à échéance	Prêts et créances	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
Titres de participation				4 212			4 212	4 212
Actifs financiers de transaction long terme			3 244				3 244	3 244
Prêts et créances financières long terme					6 547	17 019	23 566	23 566
Autres actifs financiers non courants			3 244	4 212	6 547	17 019	31 022	31 022
Dérivés sur taux	2 424	14 702					17 126	17 126
Instruments financiers dérivés non courants	2 424	14 702					17 126	17 126
Créances clients						653 432	653 432	653 432
Prêts et créances financières court terme						3 549	3 549	3 549
Dérivés de couverture sur matières premières		749					749	749
Autres dérivés sur matières premières	147						147	147
Autres dérivés sur change	2 761						2 761	2 761
Instruments financiers dérivés courants	2 908	749					3 657	3 657
Actifs financiers de transaction court terme				14 982		3 412	18 394	18 394
Comptes courants financiers						6	6	6
Disponibilités						175 442	175 442	175 442
Équivalents de trésorerie			195 636				195 636	195 636
Actifs disponibles à la vente				4			4	4
Trésorerie et équivalents trésorerie			195 636	4		175 448	371 088	371 088
TOTAL ACTIF	5 332	15 451	198 880	19 198	6 547	852 860	1 098 268	1 098 268

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

PASSIF	Instruments financiers par résultat ⁽¹⁾	Dérivés qualifiés de couverture ⁽²⁾	Actifs/Passifs évalués à la juste valeur par résultat ⁽²⁾	Passifs au coût amorti	Valeur comptable au bilan	Juste valeur
<i>En milliers d'euros</i>						
Au 31 décembre 2015						
Emprunts obligataires				161 705	161 705	161 705
Autres emprunts et dettes				31 734	31 734	31 734
Emprunts et dettes financières non courantes				193 439	193 439	193 439
Dettes liées aux options de ventes accordées aux intérêts des participations ne conférant pas le contrôle			28 394		28 394	28 394
Autres			7		7	7
Autres passifs non courants			28 401		28 401	28 401
Autres dérivés sur taux	6 847				6 847	6 847
Instruments financiers dérivés non courants	6 847				6 847	6 847
Fournisseurs				638 577	638 577	638 577
Dépôt et cautionnements reçus				99	99	99
Autres dérivés sur matières premières	146				146	146
Autres dérivés sur devises	1 047				1 047	1 047
Instruments financiers dérivés courants	1 193				1 193	1 193
Dettes financières courantes				462 196	462 196	462 196
Comptes courants financiers				751	751	751
Concours bancaires courants				122 899	122 899	122 899
Emprunts et dettes financières courantes				585 846	585 846	585 846
TOTAL PASSIF	8 040		28 401	1 417 961	1 454 402	1 454 402

(1) Juste valeur fonction de prix cotés sur un marché actif (instruments de niveau 1).

(2) Juste valeur évaluée à l'aide de données (« inputs »), autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif soit directement soit indirectement.

NOTE 29. VARIATION DU BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT

<i>En milliers d'euros</i>	Au 31 décembre 2016	Au 31 décembre 2015
Clients	- 4 778	13 528
Stocks	- 32 843	7 287
Fournisseurs	31 491	4 907
Débiteurs et créditeurs divers	- 4 658	16 356
	- 10 788	42 078

La variation du besoin en fonds de roulement est impactée par la remontée des cotations des produits industriels sur 2016, et par la forte hausse des prix en Amérique Latine.

NOTE 30. ENGAGEMENTS HORS BILAN**Les engagements hors bilan comprennent :**

- Les engagements de prise de participation pour 41,2 millions d'euros (2015 : 42,6 millions d'euros) qui sont à la fois donnés et reçus et concernent deux participations ;
- Les engagements donnés liés au financement de la Société ;

Les garanties financières accordées aux sociétés du Groupe s'élèvent à 100,6 millions d'euros (2015 : 125,8 millions d'euros) ;

- Les engagements liés aux activités opérationnelles.

Au titre des engagements donnés :

Ils comprennent des engagements pour loyers futurs à payer pour 63,6 millions d'euros (2015 : 65,7 millions d'euros), des paiements minimaux de crédit-bail pour 4,1 millions d'euros (2015 : 5 millions d'euros), et les autres engagements donnés pour 97,8 millions d'euros (2015 : 77,9 millions d'euros).

Le détail pour loyers futurs à payer et les paiements minimaux de crédit-bail sont :

<i>En millions d'euros</i>	Loyers simples	Paiements minimaux de crédit bail
En 2017	22,2	1,4
De 2018 à 2021	37,8	2,7
Au-delà de 2021	3,6	0,0

Concernant les contrats d'approvisionnement en lait, le Groupe dispose de contrats avec plusieurs producteurs, conclus à des conditions normales de marché.

Au titre des engagements reçus :

Les autres engagements reçus représentent 24,2 millions d'euros (2015 : 29 millions d'euros).

NOTE 31. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les transactions entre les parties liées ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cadre de transactions soumises à des conditions de concurrence normale seulement si ces modalités peuvent être démontrées.

Le Groupe est contrôlé par SOPARIND SCA, société enregistrée en France qui détient directement ou indirectement 66,64 % du capital. Le reste, détenu par un nombre important d'actionnaires fait l'objet de transaction sur la Bourse de Paris. Certaines filiales ne sont pas entièrement détenues par SAVENCIA SA (voir note 33 sur le périmètre de consolidation). Leurs actionnaires minoritaires sont pour l'essentiel des coopératives de production ou de collecte de lait à qui le Groupe achète leur production et peut vendre certaines productions. Ces transactions constituent l'essentiel des transactions avec les parties liées. À ce titre SAVENCIA Fromage & Dairy a enregistré des ventes aux coopératives liées pour 60,3 millions d'euros en 2016 (contre 73,7 millions d'euros en 2015) et des charges pour un montant de 683,2 millions

d'euros en 2016 (contre 698 millions d'euros en 2015). Le Groupe assure la gestion de trésorerie de parties liées. À ce titre, il a perçu une rémunération de 0,7 million d'euros en 2016 (0,7 million d'euros en 2015).

Le Groupe a créé une co-entreprise avec Sodiaal, La Compagnie des Fromages et RichesMonts. Le Groupe assure une partie de l'approvisionnement laitier, une partie de la reprise des co-produits industriels. Il assure une partie des prestations logistiques et commerciales ainsi que la distribution dans un certain nombre de pays étrangers. Il fournit également des prestations informatiques et administratives.

Le poste « Autres actifs financiers » comprend un prêt de 3,8 millions d'euros avec La Compagnie des Fromages et RichesMonts.

Les ventes du Groupe aux entreprises associées représentent 193,6 millions d'euros en 2016 (214,8 millions d'euros en 2015) et les achats 182,3 millions d'euros (194,4 millions d'euros en 2015), ces transactions étant essentiellement des ventes et achats de matières laitières.

Le montant global des rémunérations des dirigeants s'élève à 4,0 millions d'euros (3,1 millions d'euros en 2015). Il se ventile en 2016 de la manière suivante : avantages à court terme pour 3,9 millions d'euros, avantages postérieurs à l'emploi 0,1 million d'euros. Il n'y a ni autres avantages à long terme, ni indemnités versées de fin de contrat de travail. Aucun paiement fondé sur des actions n'a été réalisé en 2015, ni en 2016.

Les principaux dirigeants comprennent : le Président du Conseil d'Administration, les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués ainsi que les Administrateurs.

NOTE 32. ÉVÉNEMENT POST CLÔTURE

À la connaissance de la Société, il n'existe pas, à la date d'arrêté des comptes consolidés annuels 2016 par le Conseil d'Administration du 9 mars 2017, d'événement significatif postérieur à la clôture.

NOTE 33. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Consolidation par intégration globale	N° Siren	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
France						
SAVENCIA SA	847 120 185	FRANCE	Société-mère	Société-mère	Société-mère	Société-mère
SAVENCIA Fromage & Dairy Foodservice	389 330 739	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
SAVENCIA Produits Laitiers France	394 530 703	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Alliance Laitière Européenne SAS	388 435 539	FRANCE	100,00	100,00	98,50	98,50
Armor Protéines SAS	679 200 287	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
B.G. SAS	331 339 275	FRANCE	99,97	99,97	99,97	99,97
SAVENCIA Fromage & Dairy Europe	351 014 352	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Overseas	325 508 653	FRANCE	99,96	99,96	99,96	99,96
SAVENCIA Fromage & Dairy International	402 927 628	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Bressor Alliance SA	379 657 570	FRANCE	66,66	66,66	66,66	66,66
Bressor SA	383 228 764	FRANCE	99,74	99,74	66,48	66,48
Centre Bretagne Lait SA	387 493 315	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
C.F.V.A. SAS	314 830 050	FRANCE	99,97	99,97	99,97	99,97
SAVENCIA Ressources Laitières	389 297 748	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
CLE-PSO SNC	444 475 016	FRANCE	-	100,00	-	84,58
Compagnie Générale Laitière SA	775 668 999	FRANCE	-	100,00	-	84,58
Compagnie Laitière de Derval SAS	403 001 068	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Compagnie Laitière Européenne SA	780 876 421	FRANCE	85,86	85,86	84,58	84,58
Compagnie Laitière Normandie-Bretagne SAS	349 652 560	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Dutch Cheese Masters SAS	789 660 743	FRANCE	55,00	55,00	55,00	55,00
Elvir SAS	389 297 664	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Établissements L. Tessier SAS	667 180 392	FRANCE	99,71	99,71	99,71	99,71
Fromagerie Berthaut SA	316 608 942	FRANCE	90,00	90,00	90,00	90,00
Fromagerie de Vihiers SAS	350 546 719	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromageries des Chaumes SAS	314 830 183	FRANCE	99,94	99,94	99,93	99,93
Fromageries Lescure SAS	794 040 956	FRANCE	51,00	51,00	51,00	51,00

Consolidation par intégration globale	N° Siren	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
France			31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Fromageries Perreault SAS	316 085 620	FRANCE	99,98	99,98	99,98	99,98
Fromageries Saint Saviol SAS	793 801 028	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Fromageries Rambol SAS	315 130 641	FRANCE	99,95	99,95	99,95	99,95
Fromapac SAS	402 180 541	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fromarsac SAS	331 260 083	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Fruisec SAS	307 963 389	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Grand'Ouche SAS	314 815 457	FRANCE	99,83	99,83	99,83	99,83
La Compagnie des Fromages SAS	393 257 654	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Les Fromagers de L'Europe SAS	428 744 973	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Les Fromagers Associés SAS	349 542 415	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Les Fromagers de Thiérache SAS	315 332 569	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Messageries Laitières SNC	313 966 103	FRANCE	61,31	61,31	51,86	51,86
Normandie Bretagne Transports SAS (NBT)	403 128 051	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Prodilac SNC	389 297 714	FRANCE	100,00	100,00	100,00	84,58
PJB Advance SA	438 355 877	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
SB Alliance SNC	409 080 538	FRANCE	84,99	84,99	84,98	84,98
SB Alliance Informatique	780 876 405	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
SB Biotechnologies SAS	450 983 051	FRANCE	100,00	100,00	97,50	97,50
Société des Beurres et Crèmes des Régions d'Europe	487 220 295	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Société Les Vergers des Coteaux du Périgord SAS	330 479 213	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sodilac SAS	689 806 470	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Sofivo SAS	352 848 725	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Sogasi SAS	315 062 224	FRANCE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sogeps SAS	384 557 880	FRANCE	100,00	100,00	84,58	84,58
Soredab SAS	317 705 267	FRANCE	97,50	97,50	97,50	97,50
Étranger			31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Advanced Food Products LLC		ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Alouette Cheese USA LLC		ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Arab French Company for Dairy and Cheese Products		ÉGYPTE	100,00	100,00	100,00	100,00
Balderama N.V.		PAYS-BAS	100,00	100,00	84,58	84,58
BC-USA, Inc.		ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Nordics		DANEMARK	100,00	100,00	100,00	100,00
BEV		RUSSIE	100,00	100,00	100,00	100,00
BR Investissements		LUXEMBOURG	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Suisse		SUISSE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Benelux		BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Deutschland GmbH		ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00

Consolidation par intégration globale	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
Etranger		31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
SAVENCIA Fromage & Dairy Europarticipations	PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Osterreich	AUTRICHE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Italia	ITALIE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Nederland	PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Bonprole SA	URUGUAY	90,00	90,00	90,00	90,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Japon	JAPON	100,00	100,00	100,00	100,00
BSI Tianjin Foods Cy Ltd	CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Corman Deutschland Gmbh	ALLEMAGNE	100,00	100,00	84,58	84,58
Corman Italia Spa	ITALIE	100,00	100,00	84,58	84,58
Corman Miloko Ireland Ltd	IRLANDE	55,00	55,00	46,52	46,52
Corman SA	BELGIQUE	100,00	100,00	84,58	84,58
Dabon International Ltd	INDE	89,99	89,99	89,99	89,99
Delaco Distribution	ROUMANIE	72,00	72,00	72,00	72,00
Edelweiss Gmbh Co KG	ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Edelweiss Verwaltung Gmbh	ALLEMAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Eurexpan BV	PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Fleur de Lait East LLC	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Fleur de Lait West LLC	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Food Garden Of Sweden	SUÈDE	100,00	100,00	99,96	99,96
Fromagers Associés Japon KK	JAPON	51,00	51,00	51,00	51,00
Fromunion SA	BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
ICC Paslek	POLOGNE	100,00	100,00	84,58	84,58
Kolb Lena INC	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Mantequeras Arias SA	ESPAGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Mashreq des Produits Laitiers SA	ÉGYPTE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy SK	SLOVAQUIE	99,99	99,99	99,99	99,99
Milkaut	ARGENTINE	99,88	99,78	99,88	99,78
Mleczarnia Turek Sp ZOO	POLOGNE	100,00	100,00	100,00	100,00
Mleko Produkt	RÉPUBLIQUE DE SERBIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Molkerei Sobbeke GMBH	ALLEMAGNE	80,00	80,00	80,00	80,00
Molkerei Gebr Rogge GMBH	ALLEMAGNE	92,49	92,49	92,49	92,49
Molkerei Gebr. Rogge Komplementär GmbH	ALLEMAGNE	100,00	100,00	92,49	92,49
Novomilk	SLOVAQUIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Pannontej Rt.	HONGRIE	100,00	100,00	100,00	100,00
Paturain BV	PAYS-BAS	100,00	100,00	100,00	100,00
Petra SA	URUGUAY	100,00	100,00	100,00	100,00
Polenghi Ltda	BRÉSIL	100,00	100,00	100,00	100,00
Real Fresh, Inc.	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
S.B.M.S. SA	BELGIQUE	99,98	99,98	99,98	99,98
Cabaña y Estancia Santa Rosa S.A.	ARGENTINE	100,00	100,00	99,88	99,98
Santa Rosa Chile	CHILI	100,00	99,99	100,00	99,99

Consolidation par intégration globale	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
Etranger		31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
SB International	BELGIQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sinodis Limited	CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Sinodis (Shanghai) Co., Ltd.	CHINE	100,00	100,00	100,00	100,00
Speciality Distributing Corp.	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
TDSI	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy Czech Republic	RÉPUBLIQUE TCHÈQUE	100,00	100,00	100,00	100,00
SAVENCIA Fromage & Dairy UK Limited	ROYAUME-UNI	100,00	100,00	100,00	100,00
Vostok Holding GmbH	AUTRICHE	100,00	100,00	100,00	100,00
Zausner Foods Corp.	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
ZNHC, Inc.	ÉTATS-UNIS	100,00	100,00	100,00	100,00
Zvenigorodka	UKRAINE	99,97	99,96	99,97	99,96

Consolidation par mise en équivalence	Pays	% de contrôle		% d'intérêt	
France		31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Financière Louis	FRANCE	10,38	10,38	10,38	10,38
CF & R Gestion	FRANCE	50,00	50,00	42,29	42,29
Compagnie des Fromages & RichesMonts	FRANCE	50,00	50,00	42,29	42,29
Lacto Sérum France SA	FRANCE	-	24,94	-	24,94
Poitou Chèvre SAS	FRANCE	48,96	48,96	24,97	24,97
Sica Silam	FRANCE	40,16	40,16	39,82	39,82
Sanicoopa SARL	FRANCE	37,99	37,99	32,13	32,13
Etranger					
Esbon SA	TURQUIE	50,00	50,00	50,00	50,00
Ferrari Giovanni Industria Casearia Spa	ITALIE	27,00	27,00	27,00	27,00
Forlactaria SA	ESPAGNE	40,00	40,00	40,00	40,00
La Compagnie Fromagère SA	TUNISIE	42,50	42,50	42,50	42,50
Premiumlab	ESPAGNE	20,00	20,00	16,92	20,00
Sodiaal GmbH	ALLEMAGNE	50,00	50,00	42,29	42,29
Val d'Arve SA	SUISSE	33,34	33,34	33,34	33,34